

Jean-Claude Rennwald

## **Quand la gauche s'éveillera**

Retrouver le goût du risque  
à la veille des élections fédérales 2007

« Les premiers coups que les princes portent à la liberté n'est pas de violer avec audace les lois, mais de les faire oublier... Pour enchaîner les peuples, ils commencent par les endormir. »

Jean-Paul Marat, *L'Ami du peuple*, 26 juillet 1790

« La leçon du Cartel des gauches est claire : pour vaincre, la gauche doit susciter un puissant courant d'espérance ; pour durer, elle ne doit pas le décevoir. »

François Mitterrand, 1974

« Il fut un temps où la gauche essayait. Et c'est ce temps-là qui nous intéresse. On faisait de l'adjectif « incontournable » un emploi parcimonieux ; on regrettait les « contraintes » au lieu d'en être le notaire, voire d'y ajouter comme pour mieux se protéger de la très hypothétique tentation de refaire un jour l'échappée belle. Réforme ? Révolution ? Ce débat qu'on prétend frappé de caducité était indissociable de ce à quoi servait la gauche quand on se mobilisait pour elle. Il n'est pas vrai que la chute du Mur ait scellé le sort de ces deux questions à la fois, transformant en fatalité l'injustice et la domination qui leur donnèrent naissance. »

Serge Halimi, *Quand la gauche essayait*, 1992

## Quand la gauche s'éveillera

<b>Avant-propos</b> .....	
<b>1. Où en est la gauche en Suisse ?</b> .....	
1.1 PSS : de beaux succès lors des votations et des élections ... ..	
1.2 ... mais aussi des erreurs politiques .....	
1.3 L'oubli des classes populaires .....	
1.3 Comment le PSS s'est lentement endormi .....	
1.4 Une nécessité : la prise de risques .....	
<b>2. A l'étranger, des exemples convaincants qui doivent nous inspirer</b> .....	
2.1 Chavez : oser défendre les pauvres .....	
2.2 Amérique latine, le continent de l'espoir .....	
2.3 Un nouvel internationalisme .....	
2.4 La social-démocratie nordique toujours à l'avant-garde.....	
<b>3. Quand la gauche gouvernera : le programme de ces prochaines années</b> ....	
3.1 Etre ou ne pas être... au Conseil fédéral : un choix douloureux, mais nécessaire.....	
3.2 Concilier les intérêts des classes populaires et de la classe moyenne	
3.3 Pour une croissance sociale et qualitative .....	
3.4 Travailler pour vivre .....	
3.5 Harmoniser travail, famille et vie sociale.....	
3.6 Financer et redistribuer .....	
3.7 Démocratiser la culture, diversifier la presse .....	
3.8 Une Suisse ouverte à l'Europe, au monde et aux migrant-e-s .....	
3.9 Et la sécurité ? .....	
3.10 Renforcer la démocratie .....	
<b>4. Conclusion : Le courage de choisir</b> .....	
Notes .....	

## Avant-propos

Cela fait déjà 12 ans que je siége au Parlement fédéral comme conseiller national socialiste jurassien. Je suis membre de la direction du syndicat Unia, qui, à mes débuts, en 1995, s'appelait encore FTMH (Fédération des travailleurs de la métallurgie et de l'horlogerie) et vice-président de l'Union syndicale suisse (USS). Très jeune, j'ai ressenti la nécessité de combattre les injustices subies par les plus faibles, ici et plus loin. Cet engagement me vient à la fois de mon vécu familial, lorsque mon père et ses collègues parlaient chaque matin à l'usine, et de ma formation de politologue auprès des professeur-e-s qui ont réussi à me transmettre des outils pour une lecture critique du monde. La lutte des Jurassiennes et des Jurassiens pour la liberté a également marqué mon état d'esprit en matière politique, de même que le coup d'Etat au Chili, en 1973. J'avais alors vingt ans.

Cette année 2007, je suis motivé à poursuivre mon activité de parlementaire socialiste, si tel est le choix des électrices et des électeurs de mon canton du Jura. Je me lance une nouvelle fois dans la bataille électorale. Je souhaite que chacune et chacun puisse remplir son bulletin de vote en toute connaissance de cause. Je souhaite également que cette campagne donne lieu à un véritable débat d'idées politiques. C'est pourquoi je propose ici de vous exposer la synthèse de mes réflexions, de mes écrits et de mes actions de ces dernières années en ce qui concerne la politique, c'est-à-dire la gestion de notre vie en commun et des rapports entre dominants et dominés.

## 1. Où en est la gauche en Suisse ?

Le Parti socialiste suisse (PSS) est ambitieux et il a raison de l'être. Dans la perspective des élections fédérales d'octobre 2007, les dirigeants socialistes ont affirmé à plusieurs reprises leur volonté de voir leur parti devenir le premier du pays au Parlement fédéral, et leur souhait de renverser la majorité de droite au Conseil fédéral. « Pour le Parti socialiste, explique Pierre-Yves Maillard, vice-président du PSS, il ne fait pas de doute qu'une progression de la gauche aux élections fédérales de 2007 doit avoir une conséquence directe en matière de composition gouvernementale. La fin du primat néolibéral et le début d'un processus de réformes urgentes et vitales pour l'avenir du pays ne peut avoir lieu que par un changement de personnes et un renforcement de la gauche au Conseil fédéral. » (1). Cela dans l'intérêt des idées sociales, écologiques et d'ouverture, ainsi que des classes populaires et moyennes.

### 1.1 PSS : de beaux succès lors des votations et des élections ...

Apparemment, le PSS a toutes les cartes en mains pour réussir ce pari. Depuis quelque temps, il a enregistré des succès électoraux notables. Les gouvernements des cantons de Genève, de Neuchâtel et de Berne sont désormais composés d'une majorité d'élus-e-s de gauche (PSS et Verts). A Neuchâtel, la gauche est majoritaire au Conseil d'Etat et au parlement cantonal.

Le PSS a aussi remporté de nombreuses votations fédérales. Entre 2004 et 2007, la majorité des citoyennes et des citoyens du pays ont suivi le mot d'ordre du PSS dans 14 cas sur 26, ce qui équivaut à un taux de réussite de 54 %. Pour un parti qui représente moins du quart de l'électorat, c'est un score enviable.

Le PSS a en particulier contribué au succès des scrutins fédéraux sur l'Europe (Schengen-Dublin, extension de la libre circulation des personnes aux dix nouveaux pays membres de l'Union européenne et renforcement des mesures d'accompagnement social, loi sur l'aide aux pays de l'Est), sur l'assurance maternité, ou encore sur la loi sur les allocations familiales. Il a aussi joué un rôle majeur sur des sujets de société, comme l'acceptation de la loi sur le partenariat enregistré et de l'initiative populaire exigeant un moratoire à propos des organismes génétiquement modifiés (OGM). Le PSS a par ailleurs contribué au rejet – historique - de la 11<sup>e</sup> révision de l'AVS (qui aurait notamment entraîné une réduction des prestations et un relèvement de l'âge de la retraite des femmes de 64 à 65 ans), d'un « paquet fiscal » favorable aux catégories sociales les plus favorisées, d'une réforme du droit de bail destinée à préserver les intérêts des propriétaires, ou encore du contreprojet Avanti, qui visait à faire la part belle au développement des projets autoroutiers au détriment des transports publics. Plusieurs de ces votations, en particulier celles sur l'AVS et les allocations familiales, montrent que la population ne veut pas d'un démantèlement social.

Dans cet ordre d'idées, on peut reprendre la formule de Pierre-André Stauffer dans *L'Hebdo* : « Le Parti socialiste a réussi à bloquer l'agenda libéral » (2). Et il est vrai qu'en Suisse, l'eau et le gaz sont à 100 % en mains publiques, alors qu'ils sont privatisés en France et en Allemagne. L'électricité, elle, reste publique à hauteur de 80 %, les chemins de fer à 100 %, la poste à 97 %, et Swisscom est toujours une entreprise détenue majoritairement par l'Etat. Dans plusieurs cantons, notamment Zurich et le Tessin, les tentatives de libéralisation des services publics ont échoué. Le 22 septembre 2002, cette politique de résistance aux libéralisations a été sanctionnée par le peuple suisse, lorsque celui-ci a rejeté, dans une proportion de 52,6 % de « non », la loi sur le marché de l'électricité (LME).

## 1.2 ... mais aussi des erreurs politiques

Les socialistes peuvent être fiers de ces succès. A nos yeux, ils ne constituent toutefois pas des signaux suffisants pour une grande victoire socialiste lors des élections d'octobre 2007. Récemment, un camarade doté d'une culture politique hors du commun, l'ambassadeur Walter Suter, m'a rappelé un fait trop souvent oublié : mis à part quelques micro-Etats, comme Monaco, Saint-Marin, Andorre ou le Vatican, la Suisse est le seul pays d'Europe occidentale qui n'a jamais eu, durant tout le 20<sup>e</sup> siècle, un gouvernement de gauche, que celle-ci soit seule au pouvoir ou qu'elle domine une coalition. Or, personne ou presque ne s'est jamais posé la question de savoir pourquoi il en était ainsi. Comme personne ou presque – à part François Masnata (3) - ne s'est posé la question de savoir pourquoi, au-delà des gains ou des pertes enregistrés tous les quatre ans, le PSS n'obtient jamais plus de 25 % des voix lors des élections fédérales. Certaines vérités sur le fonctionnement du PSS doivent donc être dites, sans complaisance :

- A l'occasion des votations fédérales de ces trois dernières années, le PSS a aussi connu des échecs dans quelques domaines importants : rejet de l'initiative populaire « Services postaux pour tous », acceptation d'une révision de la loi sur le travail autorisant le travail du dimanche dans les gares et les aéroports, rejet de l'initiative « Bénéfices de la Banque nationale pour l'AVS » (dite aussi initiative COSA) et de l'initiative pour une caisse maladie unique et sociale, approbation de la 5<sup>e</sup> révision de l'Assurance invalidité (AI), sans parler bien sûr de l'acceptation des nouvelles lois sur l'asile et sur les étrangers, synonymes d'une intégration quasi totale des thèses xénophobes de la droite nationale-populiste dans la législation fédérale.
- Si l'on remonte plus loin dans le temps, le PSS a défendu des projets qui ne correspondaient pas aux intérêts des travailleuses et des travailleurs et que l'on peut qualifier d'erreurs historiques. Ainsi, en 1972, tant le PSS que l'USS ont soutenu le système dit des trois piliers (AVS, caisse de pension, épargne personnelle) en matière de prévoyance vieillesse. Or, depuis un certain nombre d'années, il apparaît clairement que le système des caisses de pension n'assure pas une retraite optimale à des centaines de milliers de salarié-e-s, ce qui serait en revanche possible par le biais d'un renforcement du 1<sup>er</sup> pilier, c'est-à-dire de l'AVS. Autre erreur de taille, le PSS (mais pas l'USS) a soutenu, en 1999, la 10<sup>e</sup> révision de l'AVS, qui comportait certes un

certain nombre d'innovations intéressantes (rente individuelle, bonus éducatif et de prise en charge, mais qui était aussi synonyme d'élévation de l'âge de la retraite des femmes (de 62 à 63 ans dès le 1<sup>er</sup> janvier 2001, puis à 64 ans dès le 1<sup>er</sup> janvier 2005).

- Beaucoup de victoires obtenues lors de votations fédérales sont moins le fait du PSS que du mouvement syndical, en particulier sur des thèmes comme la libéralisation du marché de l'électricité ou l'AVS.

- Aussi spectaculaire soit-elle, la conquête d'une majorité de gauche dans quelques exécutifs cantonaux ressemble un peu à l'arbre qui cache la forêt. Entre 2003 et 2007, les élections cantonales se sont traduites, pour le PSS, par un recul de 0,3 % en terme de sièges (et la perte d'un tiers des mandats au Grand Conseil zurichois !), alors que les Verts ont gagné 3 %. A droite, l'UDC a progressé de 1,4 %, alors que les radicaux ont reculé de 2,6 % et le PDC de 0,9 %. A Fribourg, le PS n'a maintenu ses deux sièges à l'exécutif cantonal que de justesse, alors que les socialistes jurassiens ont perdu deux sièges au parlement cantonal - au profit des Verts - et le deuxième fauteuil gouvernemental qu'ils avaient arraché de haute lutte en 2002.

- Installer une majorité de gauche dans un gouvernement cantonal ne signifie pas encore mener une politique de gauche. En l'espèce, il y a parfois des lendemains qui déchantent. Depuis qu'il a été élu, le Conseil d'Etat neuchâtelois mène une politique financière rigoureuse qui frappe durement les catégories populaires. De plus, avec ses collègues du gouvernement genevois, où la gauche est également majoritaire, il a appelé à voter contre l'initiative socialiste COSA et donc contre l'idée – socialiste - d'attribuer l'essentiel des bénéfices de la Banque nationale à l'AVS.

- Malgré des compétences personnelles de très haut niveau, les actuels membres socialistes du Conseil fédéral donnent parfois des messages qui provoquent un sentiment de rejet dans l'électorat socialiste. Dans le cadre des débats relatifs aux accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne, Micheline Calmy-Rey n'a pas hésité à déclarer qu'il fallait préserver le secret bancaire, alors que le PSS a toujours voulu remettre le secret bancaire en question. Moritz Leuenberger a pour sa part qualifié d'irresponsable le comportement des membres du syndicat Swiss Pilots lorsque ceux-ci ont fait grève durant un jour en 2006 en vue d'aboutir à la conclusion d'une convention collective de travail. Moritz Leuenberger estime par ailleurs que le nucléaire reste une « option » et il a affirmé, pendant l'hiver 2006-2007, que des compromis devaient être envisagés sur l'augmentation de l'âge de la retraite, cela avant que l'initiative de l'Union syndicale suisse (USS) en faveur de la retraite à 62 ans pour toutes et tous ne soit traitée par le Parlement.

- Pour ne rien arranger, les dirigeants de La Poste et des CFF, tous deux socialistes (jusqu'à fin 2006 dans le deuxième cas) ont mené des politiques qui se sont traduites par la suppression de très nombreux bureaux de poste et la disparition de 10'000 emplois dans les gares et dans les trains.

- A gauche, en particulier parmi les socialistes, on trouve des voix toujours plus nombreuses pour affirmer que dans certaines situations, « on ne peut rien faire ». A l'image d'un Lionel Jospin qui, en 1999, avait déclaré face aux plans sociaux chez Michelin qu'il ne fallait « pas attendre tout de l'Etat et du gouvernement ». Or, malgré la très grande estime que j'ai pour Lionel Jospin, les déclarations de ce genre sont catastrophiques, car elles ne peuvent que

contribuer à jeter une partie du monde du travail dans les bras de la droite nationale-populiste ou du parti de l'abstention.

- En ce qui concerne précisément les élections fédérales de cet automne, il est problématique que la direction du PSS ne donne pas de réponse claire aux questions suivantes : Comment entend-il s'y prendre pour renforcer la gauche au Conseil fédéral ? Veut-il agir seul ? Avec les Verts ? Quelles alliances pense-t-il nouer avec une partie du camp bourgeois pour atteindre cet objectif ?

Tant que ces différentes critiques resteront valables, les partis de droite peuvent dormir sur leurs deux oreilles, les cinq sièges qu'ils occupent au Conseil fédéral ne risquent rien. En effet, tous ces éléments contribuent au fait qu'une partie importante des catégories populaires (ouvriers/ères, travailleurs/euses non qualifiés, victimes de la mondialisation, retraité-e-s) accordent désormais leur confiance à l'Union démocratique du centre (UDC).

### 1.3 L'oubli des classes populaires

Lors des élections fédérales de 2003, 32 % des ouvriers/ères, en particulier les non-qualifié-e-s, ont choisi l'UDC, alors que parmi les électrices et électeurs du PSS, on ne trouvait que 12 % de ceux qui gagnent moins de 3'000 francs par mois et 26 % de ceux qui touchent entre 3'000 et 5'000 francs (4).

Cette évolution s'observe aussi dans d'autres pays. Lors des élections autrichiennes de 1999, par exemple, 47 % des ouvriers et des employés ont plébiscité le FPÖ de Jörg Haider.

En France, l'électorat ouvrier a boudé Lionel Jospin – 13 % du vote ouvrier, contre 25 % pour le Front national - lors de la présidentielle de 2002, malgré des réformes comme celle des 35 heures, et lors du référendum de 2005 sur le Traité constitutionnel européen, l'électorat populaire a massivement voté « non », pour exprimer, selon l'éditorialiste Jacques Julliard, « un malaise diffus à l'égard de la direction du PS » (5). Le même Julliard estime que dans les années quatre-vingts, le vote ouvrier n'a en revanche jamais manqué à François Mitterrand (74 % en mai 1981), « et les premières mesures prises en 1981 ont été des mesures en faveur de la classe ouvrière, qui restent le fond de sauce de toute politique de gauche – salaires, retraites, droit syndical, etc. ». Certes, en 2007, Ségolène Royal a partiellement reconquis le vote populaire, qui avait largement échappé à Lionel Jospin entre 2002. Mais si 54 % des ouvriers/ères et 51 % des employé-e-s ont voté pour la candidate socialiste au 2<sup>e</sup> tour de l'élection présidentielle, il y en a tout de même eu 46 % et 49 % qui ont accordé leurs suffrages à Nicolas Sarkozy, alors que son programme (remise en question des 35 heures, licenciements facilités, cadeaux fiscaux aux catégories les plus fortunées, etc.) allait totalement à l'encontre de leurs intérêts ! De plus, le Front national a bien résisté dans les terres ouvrières du Nord et de l'Est malgré l'échec de Jean-Marie Le Pen. Signalons encore le cas de la Belgique, avec le succès du Vlaams Belang (*Intérêt flamand*), qui s'appelait auparavant Vlaams Blok (*Bloc flamand*).



Jusqu'ici, aucun parti populiste de droite en Europe n'a pourtant atteint, à l'occasion d'élections parlementaires, un score aussi élevé que l'UDC en Suisse, qui a récolté 26,7 % des voix en 2003.

Dans les milieux politiques de gauche et en particulier du PSS, personne ou presque ne s'inquiète de ce phénomène, et certains dirigeant-e-s socialistes vont jusqu'à le nier. De sorte qu'ils portent une responsabilité dans une évolution qui peut s'avérer dangereuse et qui a une cause : l'oubli des classes populaires. La composition sociale des membres et des électeurs/trices du PSS s'est modifié au fil du temps et le parti s'est attiré les sympathies de larges franges de la nouvelle classe moyenne (enseignant-e-s, ingénieur-e-s, technicien-ne-s, cadres), alors que le poids de la classe ouvrière, au sens traditionnel du terme, y a diminué. Il n'en demeure pas moins que les catégories populaires, au sens large, restent majoritaires dans la société, même si elles se sont diversifiées. Longtemps dominées par des maçons, des horlogers/ères ou des mécaniciens, elles comptent aujourd'hui un nombre important de vendeurs/euses, d'employé-e-s, d'entreprises de nettoyage ou de professions du personnel soignant, qui ne sont guère mieux lotis et qui demandent notre engagement.

« L'oubli » du monde du travail par une partie du PSS n'explique bien sûr pas tout, mais il a assurément joué un rôle important dans l'évolution d'une partie de l'électorat populaire, par ailleurs désarçonné par les effets négatifs de la mondialisation et par les risques de dumping social et de sous-enchère salariale engendrés par la libre circulation des personnes.

## **1.3 Comment le PSS s'est lentement endormi ?**

### **1.3.1 Un système sans alternative**

Dans un remarquable article intitulé « Le système politique et électoral suisse sous l'angle de l'intégration et de la légitimité » (6), l'historien Hans Ulrich Jost fait quelques observations très pertinentes sur le long terme, qui participent à expliquer les difficultés actuelles de la gauche helvétique :

- Suite au développement des droits populaires et des groupements d'intérêts, notamment économiques, le système politique suisse a paradoxalement fait perdre du poids au Parlement tout en renforçant nettement le pouvoir exécutif ainsi que celui de l'administration ;
- Les groupes d'intérêts, notamment économiques et patronaux, exercent une très forte influence, en particulier à travers les commissions pré-parlementaires et extra-parlementaires.
- Alors que les droits populaires de la démocratie directe devaient servir de contrepoids à ce pouvoir économique et politique, ils ont progressivement contribué à renforcer le processus de décision pré-parlementaire et extra-parlementaire.

- Le système politique de la Suisse moderne, qui se met en place entre 1848 et 1874, s'est construit avant tout pour répondre aux besoins de l'économie capitaliste et libérale.
- Le système proportionnel pour les élections au Conseil national et, dans la foulée, la culture politique de la Suisse se formèrent sur la base d'une participation au pouvoir de l'opposition, mais sans que cette dernière ne devienne jamais une alternative modifiant fondamentalement le système politique.

Cette dernière remarque est certainement celle qui permet le mieux de faire le lien avec la période récente. L'entrée du premier socialiste au Conseil fédéral remonte à 1943. Après une absence de six ans entre 1953 et 1959, le PSS obtient deux sièges au Conseil fédéral en 1959, sièges qu'il occupera sans discontinuer jusqu'à aujourd'hui. C'est la naissance de la « formule magique », qui associe toutes les grandes forces du pays à la gestion des affaires gouvernementales.

### **1.3.2 Le PSS au Conseil fédéral : du compromis à la soumission**

Affirmer que cette participation socialiste minoritaire au Conseil fédéral n'a fait que le jeu de la bourgeoisie serait aller un peu vite en besogne, car ce système consensuel, avant qu'il ne vole en éclats, a permis un certain nombre d'avancées :

- Depuis 1959, année de naissance de la « formule magique » (un Conseil fédéral avec deux radicaux, deux PDC, deux PS et 1 UDC) jusqu'au milieu des années septante, la participation socialiste au gouvernement a favorisé une politique de redistribution des richesses et de progression des revenus des catégories les plus faibles. Les assurances sociales connaissent un intense développement. Durant cette période, qui correspond à la deuxième partie des Trente Glorieuses (1945-1975), le consensus n'a pas uniquement servi la classe dominante, il a aussi profité aux dominé-e-s.
- Une première brèche s'est ouverte avec la crise de 1974-76. Pour la gauche, la recherche de compromis acceptables est devenue plus difficile. Mais ceux-ci n'étaient pas encore impossibles, puisque c'est de cette époque que datent l'assurance chômage obligatoire et l'arrêté Bonny, mécanisme de soutien aux régions économiquement défavorisées.

Depuis une quinzaine d'années, la donne a fondamentalement changé.

- L'UDC a surfé sur les difficultés sociales (chômage, blocage des salaires, accroissement des cadences) dues à l'absence de croissance pour aviver les sentiments xénophobes et menacer l'Etat-Providence.
- La droite « modérée » n'a pas fait grand-chose pour contrer cette politique. Paralysés par la déferlante UDC, les partis radical et démocrate-chrétien ont contribué au durcissement de la loi sur l'asile et de la législation sur les étrangers, ainsi qu'à la mise au placard du projet d'adhésion à l'Union européenne. Ici, c'est le virage du PDC qui est le plus inquiétant, car depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en Suisse comme dans beaucoup de

pays d'Europe occidentale, c'est le compromis passé entre la gauche et la démocratie-chrétienne qui avait permis de bâtir un modèle social européen relativement ambitieux.

- Avec l'UDC, les radicaux et le PDC ont rejeté toutes les propositions socialistes et syndicales pour relancer l'économie, tout en réalisant une bonne partie du *Livre Blanc* publié en 1995 par quelques néolibéraux. C'est ensemble que les radicaux, le PDC et l'UDC ont tenté de démanteler l'AVS, ont réduit les prestations offertes aux chômeurs/euses, ont refusé la construction d'une assurance maladie sociale, ont affaibli les services publics et le rôle de régulateur de l'Etat, ont combattu la diminution du temps de travail, l'augmentation du droit aux vacances et l'imposition des gains en capital, tout en réduisant fortement les impôts de celles et ceux qui gagnent plus de 150'000 francs par année !

On peut donc dire que la participation socialiste au Conseil fédéral, qui plus est combinée à une paix du travail quasi absolue, a favorisé l'intégration de larges franges des grandes organisations du mouvement ouvrier (PSS, mais aussi USS) au sein de l'appareil d'Etat et du même coup un déclin de leur capacité de combativité. Depuis plusieurs années, l'USS et ses fédérations ont toutefois regagné une assez forte capacité de lutte.

## 1.4 Une nécessité : la prise de risques

Dans l'action politique comme dans l'action syndicale, il ne faut jamais dire qu'on ne peut rien faire. Dans un remarquable ouvrage, *Quand la gauche essayait* (7), Serge Halimi a bien montré que durant des décennies les socialistes et l'ensemble de la gauche française avaient beaucoup « essayé » Et c'est parce qu'ils ont beaucoup essayé qu'ils ont obtenu, essentiellement au moyen de la grève, les congés payés et la semaine de 40 heures en 1936, lors du Front populaire. En Suisse, en 2002, c'est parce qu'ils ont « essayé » et se sont mis en grève que les travailleurs du bâtiment ont obtenu la retraite à 60 ans.

Bien sûr, essayer de faire bouger les choses ne va jamais sans risque. Mais peut-on citer une grande réforme sociale ou une avancée culturelle majeure qui n'est pas allée sans prise de risque ? Comme le dit si bien Vasco Pedrina, ancien président du Syndicat industrie et bâtiment (SIB) puis coprésident d'Unia : « Sans prise de risques, il n'y pas de développement et d'innovation, comme il n'y a pas de luttes et de grèves. » (8).

Le PSS a malheureusement perdu ce goût du risque. Il est installé dans une coalition gouvernementale au sein de laquelle il subit toujours plus le diktat de la droite la plus musclée (en particulier depuis l'élection en décembre 2003 de Christoph Blocher et de Hans-Rudolf Merz au Conseil fédéral). Il se contente trop souvent de cultiver les illusions avec de beaux discours, favorisant ainsi l'aliénation des classes sociales populaires, l'abstentionnisme (« A Berne, c'est tous les mêmes ») ou encore la progression des forces populistes. Notre parti ne pourra véritablement progresser, lors des élections fédérales de cet automne et de façon générale, que s'il renoue avec cette belle et grande tradition de la prise de risque. Et si la gauche suisse ré-essayait ?



## **2. A l'étranger, des exemples convaincants qui doivent nous inspirer**

Si l'innovation politique et la combativité sociale existent heureusement encore en Suisse, des formes intéressantes de résistance, de créativité politique et d'imagination sociale et culturelle se développent en Europe et dans le monde. Sans en faire des modèles exportables tels quels, j'aimerais ici mettre en évidence quelques processus politiques et sociaux qui montrent qu'un autre monde reste possible. Je veux parler de la Révolution bolivarienne qu'Hugo Chavez conduit au Venezuela, et plus largement de la montée spectaculaire de la gauche en Amérique latine. Je souhaite mettre en évidence la renaissance de l'internationalisme incarnée par le mouvement altermondialiste, et aussi par le syndicalisme européen et mondial et par les actions que mènent certaines organisations non gouvernementales (ONG). Et enfin je rappellerai que la social-démocratie scandinave reste à la pointe du progrès social et culturel en Europe et dans le monde.

### **2.1 Chavez : oser défendre les pauvres**

Depuis l'arrivée d'Hugo Chavez au pouvoir, le Venezuela est engagé dans une expérience politique originale, le processus de la Révolution bolivarienne (du nom de Simon Bolivar, unificateur et libérateur de l'Amérique latine). Souvent accusé de populisme (ce n'est pas totalement faux, mais un peu facile), Chavez mène - grâce aux revenus tirés du pétrole - une politique de réformes concrètes au profit des couches défavorisées : meilleur accès à l'éducation et à la santé, développement de la démocratie participative, c'est-à-dire l'intégration des personnes et des groupes aux décisions qui les concernent. A ce titre, Chavez mérite un profond respect. On n'en dira pas autant des ses tendances à l'autoritarisme (présidence à vie, par exemple), des pressions qu'il exerce sur les médias (après en avoir été lui-même la victime) et du réseau d'alliances qu'il construit sur la scène internationale. Chavez opère en effet des rapprochements douteux avec des régimes aussi peu fréquentables que ceux d'Iran, de Corée du Nord ou de Biélorussie. A tel point que cette stratégie pourrait lui aliéner les soutiens de la gauche démocratique et de l'Europe, pourtant indispensables et qu'elle n'est sans doute pas totalement étrangère à l'échec de la candidature vénézuélienne au Conseil de sécurité de l'ONU.

J'ai pu vérifier cela sur le terrain, lors d'un voyage effectué en 2006 au Venezuela. Les Nations Unies estiment qu'au moins un quart de la population des villes latino-américaines habite « des emplacements qui échappent aux normes modernes de construction » Plus courageux, Claude Nougaro disait : « Ma ville, on l'appelle bidon, bidon, bidonville. » Appelés Favelas à Rio de Janeiro, Jacales à Mexico ou encore Villas miseria à Buenos Aires, les bidonvilles ont pris le nom de barrios au Venezuela. Et près de 80 % des 5 millions de Caraquenos (les habitants de Caracas) vivent dans un barrio.

Petare est l'un des plus grands bidonvilles d'Amérique du Sud, où 2 millions de personnes vivent sur quelques kilomètres carrés. Comme tous les

autres barrios, Petare connaît un chômage élevé, une violence importante (la plupart des 50 à 80 meurtres commis chaque semaine au Venezuela sont le fait de pauvres contre des pauvres, dans des quartiers pauvres), une surpopulation, un manque d'éducation et de soins. Comme nous avons pu le constater en nous rendant à Petare, l'espoir n'en a pas pour autant disparu. Depuis que les chavistes ont pris le pouvoir, les conditions de vie de la population s'améliorent de manière importante, et ceci d'autant plus que les habitant-e-s sont incités à prendre leur destin en mains, dans le cadre de la démocratie participative. C'est ainsi que des gens qui vivaient dans des containers se voient offrir la possibilité de construire une vraie maison, avec l'appui de l'Etat et de coopératives. Ce qui n'empêche pas les classes aisées et les Etats-Unis de se demander encore pourquoi la grande majorité (70 %) des pauvres votent pour Chavez à chaque élection ! Ils feraient mieux de s'interroger sur l'utilisation de la rente pétrolière durant des décennies, car la découverte du pétrole remonte tout de même à 1922 !

Trois types de réformes au moins ont été mises en chantier dans les barrios :

- **L'accès aux soins facilité.** Longtemps réservé à une élite (70 à 80 % de la population ne recevait pas de soins), l'accès à la santé tend à se généraliser. A cet effet, Hugo Chavez a pu compter sur les excellentes relations qu'il entretient avec Fidel Castro, puisque 17'000 médecins cubains travaillent aujourd'hui au Venezuela (auxquels s'ajoutent 13'000 autres coopérants cubains). Ils sont bien sûr là pour donner des soins, gratuitement, 24 heures sur 24 (mission Barrio Adentro), mais aussi pour former suffisamment de médecins du cru, dans la perspective d'une médecine de proximité et décentralisée. Progressivement, des centres fournissant les premiers soins sont ainsi installés dans tous les quartiers et dans tous les villages. A cela s'ajoute la création à terme de quelque 600 cliniques populaires, soit une par municipalité. Jugé très positivement par l'OMS, l'Organisation mondiale de la santé, ce système fonctionne bien sûr grâce à une dotation en personnel médical, mais aussi grâce à l'engagement de bénévoles et de patients dans le cadre de comités de santé. Belle illustration de la démocratie participative.
- **L'éducation démocratisée.** Jusque dans un passé récent, l'école et l'université n'étaient guère plus démocratisées que la santé. Mais tout est en train de changer. Le gouvernement Chavez a mis l'accent sur l'accès des couches défavorisées non seulement à l'école obligatoire, mais aussi à toutes les autres étapes de la filière de formation, université comprise.
- **L'information maîtrisée.** Ne vivant pas dans les bidonvilles, les producteurs/trices et les journalistes des grands médias ne sont sans doute pas les mieux placés pour rendre compte de la vie des habitant-e-s des barrios. Tel est précisément l'un des objectifs de Radio Petare, une radio de proximité qui exprime la volonté des gens d'être informés autrement, en les associant au maximum à la production des émissions (encore la démocratie participative), alors que les médias traditionnels véhiculent des mythes. Au Venezuela, le mouvement des radios et des TV communautaires a d'ailleurs 25 ans d'âge, mais il s'est fortement renforcé ces dernières années, et Petare disposera aussi bientôt de sa propre télévision.

Engagé dans une expérience politique originale, le Venezuela est rapidement devenu le leader des pays progressistes d'Amérique du Sud. Le charisme de son président Hugo Chavez qui, à l'instar de Simon Bolivar, entend fédérer toute l'Amérique latine, y est pour beaucoup. Avec ses 27 millions d'habitants, le Venezuela est arrivé en tête de la croissance sur le continent américain, avec une progression de 9 % en 2005. L'envolée des cours du pétrole, dont le Venezuela est le 5<sup>e</sup> exportateur mondial, mais aussi le dynamisme de secteurs comme la construction, le commerce et les banques, expliquent cette performance. Celle-ci a contribué à ramener le taux de chômage de 15 % en 2004 à 12 % en 2005.

Avec d'autres, ces éléments permettent de comprendre pourquoi Hugo Chavez, le 3 décembre 2006, a remporté triomphalement sa troisième élection présidentielle, avec 61,35 % des voix. Elu pour la première fois le 6 décembre 1998, Hugo Chavez a ainsi passé avec succès huit tests électoraux, si l'on tient compte des référendums qu'il a aussi gagnés, dont le référendum abrogatoire de 2003 (une première dans l'histoire de l'Amérique du Sud) qui visait à le destituer. Lors de sa dernière élection, Hugo Chavez n'a toutefois pas réussi à obtenir les 10 millions de voix qu'il escomptait. Jugée excessive au sein même de son camp, sa rhétorique révolutionnaire a divisé la gauche et ses bases traditionnelles, de sorte que la social-démocratie et une partie de l'extrême gauche ont préféré s'allier à la droite.

Mais cette réélection va contribuer à ancrer encore davantage l'ensemble de l'Amérique latine à gauche. Car il n'y a pas que le Venezuela où il se passe des choses.

## **2.2 Amérique latine, le continent de l'espoir**

En un laps de temps très court, la majeure partie des pays d'Amérique du Sud ont viré à gauche, en raison notamment des excès commis par les gouvernements des années 1980 et 1990 : remise en cause des droits des travailleurs/euses, disparition des classes moyennes, atteintes à la démocratie, soumission des économies nationales aux exigences du capitalisme international. Longtemps sous la botte des colonels (le coup d'Etat d'Agostino Pinochet contre Salvador Allende en 1973 en fut l'un des pires exemples), des Etats-Unis et des multinationales, l'Amérique latine vit une révolution politique, économique, sociale et culturelle. Celle-ci se caractérise par une remise en question profonde du démantèlement de l'Etat-providence et des privatisations qui ont conduit plusieurs pays à la débâcle économique, financière et monétaire (l'Argentine en particulier), par des réformes sociales profondes, par un meilleur accès à l'éducation, par une plus grande solidarité intracontinentale, par le réveil des « indigènes » (Indiens) et par la volonté de l'Amérique latine de s'affirmer comme une actrice majeure sur la scène internationale.

Même s'ils ne sont pas à l'abri de toute critique (comme nous l'avons vu avec le Venezuela), les gouvernements de gauche de la région sont passés de la parole aux actes. En Argentine, le président Nestor Kirchner a annoncé en 2006 la construction d'une ligne ferroviaire à grande vitesse entre les trois principales villes du pays, véritable revanche du rail dans un pays qui a démantelé 10'000 km de voies ferrées jugées non rentables dans les

années 90 ! Au Brésil, Lula a triplé les investissements sociaux depuis sa première élection au poste de président, et malgré quelques déceptions, l'enthousiasme soulevé par son élection à la présidence du pays a montré que le peuple brésilien avait la capacité de se réapproprier la liberté (9). En Uruguay, la priorité du gouvernement au pouvoir depuis mars 2005 consiste à aider les milliers de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté.

Au début de 2007, la gauche était au pouvoir dans neuf pays d'Amérique latine, dont quatre avec des gouvernements de type « chaviste » (Venezuela, Equateur, Bolivie, Nicaragua) et cinq avec des gouvernements d'orientation sociale-démocrate (Brésil, Uruguay, Argentine, Chili, Costa Rica). Une liste à laquelle il convient d'ajouter Cuba, même si le caractère autoritaire du régime castriste se conjugue difficilement avec notre conception du socialisme.

Autant dire que la gauche latino-américaine tient sa revanche. Mais aussi les Noir-e-s et les « indigènes » (Indien-ne-s), puisque Hugo Chavez au Venezuela et Evo Morales en Bolivie sont les deux premiers présidents non-blancs du continent.

## **2.3 Un nouvel internationalisme**

La mondialisation de l'économie, c'est-à-dire l'intégration internationale des marchés, des biens, des capitaux et jusqu'aux travailleurs/euses, s'est considérablement intensifiée durant ces deux dernières décennies. Les effets néfastes de la mondialisation sont combattus par un nombre incroyable de mouvements plus ou moins formels, d'organisations non gouvernementales (ONG), qui forment ce qu'on appelle le mouvement altermondialiste. Expression d'un nouvel internationalisme, le mouvement altermondialiste a favorisé une véritable prise de conscience planétaire, faisant comprendre à beaucoup que le développement des inégalités sociales et l'exploitation inconsidérée des ressources naturelles menaient notre planète à la catastrophe.

### **2.3.1 Les syndicats s'organisent**

Au plan syndical, cette évolution s'est notamment traduite par la création, en novembre 2006, de la Confédération Syndicale internationale (CSI), qui est désormais la seule structure du mouvement syndical à l'échelle mondiale. On peut aussi noter le développement de comités d'entreprises européens et de conseils syndicaux mondiaux, au sein des multinationales, ainsi que des luttes sur le terrain qui dépassent les frontières nationales : « eurogrève » et « euromanifestation » de 1997 contre la fermeture de l'usine Renault de Vilvorde, en Belgique ; gigantesque manifestation syndicale en 2005 à Bruxelles contre la directive Bolkestein sur les services, qui était à l'origine une source de sous-enchère salariale ; amorce de négociations conventionnelles et salariales transnationales, etc.

Cette « mondialisation du syndicalisme » est d'autant plus importante que les pratiques économiques ultralibérales gagnent pratiquement tous les



pays, et que dans bien des cas, on ne sait même pas que des travailleuses et des travailleurs toujours plus nombreux s'y opposent. En Chine, par exemple, pays dont le rythme de croissance fait rêver plus d'un manager occidental, le nombre des conflits sociaux est passé de 5'600 en 1987 à 300'000 en 2006 ! (10). La même année, le constructeur automobile sud-coréen Hyundai a dû faire face à dix grèves, qui ont touché jusqu'à 50'000 salarié-e-s (11). Guy Ryder, secrétaire général de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), l'une des organisations qui a fondé la CSI, explique comment cet internationalisme syndical pourrait se traduire concrètement : « On ne peut pas être internationaliste et prôner un repli protectionniste. L'ouvrier métallo de Bratislava est huit fois moins cher que son homologue allemand, mais il ne s'agit pas d'empêcher Volkswagen de délocaliser. Il faut au contraire faire en sorte que le droit au travail soit respecté en Slovaquie, en particulier les normes de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la négociation collective. C'est à cette différence que les standards s'amélioreront. » (12).

### **2.3.2 Développer le dialogue social à l'Est**

Pour être plus concret, nous allons voir comment ce nouvel internationalisme se développe en Europe centrale et orientale.

Le 26 novembre 2006, les citoyennes et les citoyens suisses ont adopté la loi sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est, base légale de la participation helvétique - 1 milliard de francs répartis sur cinq ans - à la lutte contre les disparités sociales et économiques en Europe. Cette votation présentait un enjeu économique, politique et social majeur. Enjeu économique et politique parce que l'extension des accords bilatéraux aux nouveaux pays de l'Union européenne (UE) a ouvert des marchés aux industries d'exportation - ce qui favorisera la croissance et l'emploi dans notre pays - et que l'on voyait mal l'Union, plus spécialement les pays d'Europe centrale et orientale, accepter que la Suisse augmente le volume de ses affaires tout en refusant de faire preuve de solidarité. Pis, dans cette hypothèse, la Suisse aurait pu oublier toute idée de nouvel accord bilatéral et se faire quelque souci pour ceux qui existent ! Enjeu social car l'élévation du niveau de vie des pays d'Europe centrale et orientale est un gage de stabilité pour toute l'Europe. L'augmentation du pouvoir d'achat dans ces pays est importante pour les salarié-e-s qui y vivent, mais aussi pour ceux d'Europe occidentale. Plus le niveau de vie et les conditions de travail de ces pays se rapprocheront des nôtres, moins le patronat sera tenté d'y chercher une main-d'œuvre bon marché. Pour ces différentes raisons, le mouvement syndical - comme le PSS - ont soutenu la contribution suisse à la cohésion sociale et économique dans l'Union. Mais les syndicats ont exigé que la Suisse consacre une partie de son aide à l'Est à la promotion du partenariat social, au développement des conventions collectives de travail (CCT), à l'élévation des standards sociaux et à la formation, ce qui constituera une contribution à la lutte contre le dumping social.

Avant cette votation, beaucoup de citoyen-ne-s se sont demandé à quoi serait affecté le milliard que la Suisse va investir durant cinq ans dans les dix nouveaux pays de l'UE. Organisé par l'OSEO, l'Oeuvre suisse d'entraide

ouvrière, un voyage en Roumanie, en Serbie et au Kosovo m'a permis de constater que la Suisse et les syndicats développaient déjà dans ces régions de riches expériences dans les domaines de la formation, du dialogue social et de la lutte contre la pauvreté. Même si, à l'époque, ces pays n'étaient pas (ou pas encore) membres de l'UE. Il n'empêche que plusieurs de ces projets peuvent avoir valeur d'exemple.

En **Roumanie**, la ville de Hunedoara a vécu un dramatique processus de désertification industrielle. Alors que le complexe sidérurgique de la cité a occupé jusqu'à 21'000 salarié-e-s, ils ne sont plus que 2'000 à travailler dans l'usine qui appartient aujourd'hui au groupe Arcelor Mital, numéro 1 mondial de l'acier ! Le tableau est encore plus noir lorsque l'on sait que le nombre des mineurs est passé de 75'000 à 18'000, que certaines villes connaissent un taux de chômage de 80 % et que les sans-emplois touchent l'équivalent de 80 euros par mois !

Un programme de l'OSEO vise à offrir aux chômeurs/euses une perspective professionnelle dans d'autres domaines (hôtellerie, tourisme, artisanat, commerce), après des cours de cinq à six mois. En ville fonctionne un Centre d'information et de consultation. Equivalent de nos Offices régionaux de placement (ORP), il accueille 3'000 sans emploi par année. Par ce biais, 25 % des chômeurs/euses retrouvent un emploi, ce qui est un très bon résultat comparé aux 10 % des ORP suisses. Par souci d'honnêteté, précisons qu'en Roumanie, les chômeurs/euses ne sont pas obligés de fréquenter un centre de consultation. L'OSEO s'active aussi à surveiller l'application des conventions collectives de travail, surtout dans la chimie et la métallurgie, et à organiser le dialogue entre partenaires sociaux.

Même si, au centre de Belgrade, on se croit parfois à Paris ou à Milan tant les commerces sont bien achalandés, la **Serbie** connaît des problèmes sociaux et économiques d'une ampleur incommensurable. Le pays souffre encore de la guerre avec les Etats de l'ex-Yougoslavie et des sanctions imposées par la communauté internationale. Le chômage frappe 30 % de la population active et 47 % des jeunes !

Ces conditions ne sont guère favorables à l'instauration d'un dialogue social, d'autant plus que les employeurs/euses privés sont des nouveaux venus et que certains dirigeant-e-s syndicaux croient qu'ils sont encore les satellites de l'ex-Parti communiste. Malgré tout, l'OSEO a fait le pari d'appuyer les partenaires sociaux et de stimuler le dialogue par le biais de conseils, de la formation continue et de plates-formes d'échanges. A Kragujevac, ville de 150'000 habitant-e-s et 3<sup>e</sup> cité du pays située à 135 km au sud de Belgrade, ce dialogue a pris une forme originale, puisqu'il s'est instauré par le biais d'un journal, *Odjek*, dans lequel s'expriment le patronat, les syndicats et les autorités locales. Cette expérience commence d'être porteuse, puisque des négociations – notamment salariales - entre syndicats et directions ont désormais lieu dans plusieurs entreprises, ce qui n'était pas le cas auparavant. « Cela a été possible ici parce que Kragujevac a une tradition syndicale, en particulier dans l'automobile, et parce que son université nous offre des compétences », souligne Milutin Devic, rédacteur en chef d'*Odjek*.

Au **Kosovo**, le programme de l'OSEO dépasse le cadre des relations de travail. Ce territoire, encore régi par la MINUK, la Mission intermédiaire des Nations Unies au Kosovo, connaît la situation sociale la plus grave des Balkans. Le taux de chômage est de 50 %, et parmi celles et ceux qui ont un travail, la moitié est occupée dans le secteur informel (emplois très précaires, comme vente de fruits dans la rue ou nettoyage de voitures). Trois quarts d'entre eux n'ont aucune couverture sociale. La moitié de la population vit dans la pauvreté, 12 % dans la pauvreté extrême. Beaucoup survivent grâce à l'argent que leur envoient celles et ceux qui ont émigré en Suisse ou en Allemagne. « Durant la guerre, explique Imer, ma maison a été incendiée à deux reprises par les Serbes. Sans les versements de mon frère, qui vit en Suisse, nous n'aurions jamais tenu le coup. Aujourd'hui, je fais trois métiers pour tourner. »

L'OSEO a développé un programme qui vise à améliorer le revenu des ménages les plus pauvres du monde agricole : plus de quatre enfants, un salaire mensuel de moins de 30 euros et un domaine inférieur à un hectare. Une attention particulière est vouée aux femmes seules et aux minorités ethniques. Parmi les réalisations, on citera une meilleure organisation de la collecte du lait et sa commercialisation qui intègre désormais les petits paysans, lesquels ne produisent que dix à quinze litres par jour, ainsi qu'une coopérative de producteurs de miel, qui leur garantit un accès plus facile au marché. Le succès est tel que l'on songe sérieusement à produire du miel bio, source de revenus plus substantiels.

## **2.4 La social-démocratie nordique toujours à l'avant-garde**

Le 17 septembre 2006, les sociaux-démocrates suédois ont perdu les élections au profit de l'opposition de centre-droit, après avoir dirigé le pays pendant dix ans, et même pendant soixante-cinq ans en trois quarts de siècle. Cet échec n'enlève rien (ou presque) au fait que la social-démocratie a profondément imprégné la Suède, mais aussi les autres pays nordiques. Ceux-ci restent à l'avant-garde du progrès social et culturel, malgré quelques privatisations et dérives libérales.

Parmi les principaux acquis du « modèle nordique » (il y a bien sûr des nuances entre les pays), on peut notamment citer :

- Des investissements supérieurs à la moyenne dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la recherche.
- La possibilité de concilier emploi et vie de famille, grâce notamment à des congés parentaux de longue durée.
- Une forte intégration des femmes au marché du travail et à la vie politique, dans laquelle la parité est quasiment la règle.
- Une assurance chômage généreuse du point de vue des indemnités, et très incitative en ce qui concerne la recherche d'un nouvel emploi et la formation nécessaire pour l'occuper.
- Une intégration assez bien réussie dans l'économie mondiale.
- Un chômage moins élevé que dans le reste de l'Europe.
- Une politique de l'emploi et du logement pour les jeunes.

- Une politique pour les personnes âgées, tant en termes de retraite que de logements (pour qu'elles ne restent pas seules).
- Une générosité supérieure à la moyenne occidentale en ce qui concerne l'aide aux pays en développement.

Ces quelques éléments montrent que les pays nordiques sont incontestablement à la pointe du progrès social à l'échelle mondiale. Sur le long terme, ces succès tiennent à la puissance de la social-démocratie (même si elle connaît aussi des échecs) et des syndicats (qui rassemblent jusqu'à 80 % des salarié-e-s !), qui ont coopéré dans de nombreux domaines. Les sociaux-démocrates du Nord de l'Europe ont réussi à bâtir une politique qui vise à concilier les intérêts des classes moyennes et ceux du monde ouvrier. Aujourd'hui, ce modèle fonctionne toujours, mais il tend à être remis en question, en raison d'une part des pressions induites par la mondialisation et d'autre part de la difficulté croissante à trouver des compromis entre les classes moyennes et les catégories populaires. Preuve que même là où le socialisme démocratique a connu ses plus grands succès, rien n'est jamais acquis définitivement.

### **3. Quand la gauche gouvernera : le programme de ces prochaines années**

A partir de la deuxième partie des années nonante, l'orientation très marquée à droite de la politique suisse est allée de pair avec un fort démantèlement social et un renforcement des inégalités.

La fortune des 118 milliardaires suisses (460 milliards de francs) pèse ainsi plus que la richesse de l'ensemble du pays. La fortune des 300 plus grand-e-s a grimpé de 14 % en 2006. Les salaires des travailleuses et des travailleurs ont eux progressé, en termes réels, de 10 à 50 % entre 1986 et 2006. Dans le même laps de temps, le directeur de la Poste gagne aujourd'hui 160 % de plus que son prédécesseur du milieu des années 1980 (689'000.- contre 225'000.-). Quant aux salaires des « top managers », qui gagnaient entre 1 et 2 millions de francs dans les années quatre-vingts, ils oscillent aujourd'hui entre 15 et 30 millions de francs. Autrement dit, les dirigeant-e-s des grandes entreprises bénéficient d'une augmentation d'au moins ... 1'650 % de leurs salaires réels !

Ces chiffres montrent que malgré sa richesse, la Suisse reste profondément inégalitaire. Nombre de salarié-e-s ont toujours plus de peine à boucler leurs fins de mois et ont vu leur revenu stagner, voire diminuer. De plus, les formes de travail précaire (travail temporaire, travail sur appel, etc.) ne cessent de se développer, ce qui fragilise un nombre toujours plus important de travailleuses et de travailleurs.

#### **3.1 Etre ou ne pas être... au Conseil fédéral : un choix douloureux, mais nécessaire**

Avec l'élection d'un deuxième représentant de l'UDC – Christoph Blocher - au Conseil fédéral, cette politique assassine s'est amplifiée et institutionnalisée. Dès lors, s'il se comporte comme si rien n'avait changé, le Parti socialiste se retrouvera dans une position intenable et perdra sa crédibilité. C'est dire que le PSS n'a qu'une seule alternative :

- Ou bien il convainc le PDC, voire les radicaux, qu'il faut éjecter l'UDC du Conseil fédéral et qu'il est nécessaire de se mettre d'accord – avec les Verts - sur un programme minimal (développement économique, AVS, services publics, Europe, environnement) ;
- Ou bien il entre dans l'opposition et construit, avec les Verts, toute la gauche, les syndicats et les mouvements sociaux, une politique de rechange à celle de la bourgeoisie.

Je suis conscient que ce discours n'est pas (encore) majoritaire au sein du PSS, mais les tenant-e-s d'une participation socialiste à n'importe quel prix feraient bien de réfléchir aux éléments suivants :

- Si l'on en reste au statu quo, Christoph Blocher risque de jouer toujours davantage la carte du refus de toute réforme et de toute ouverture. L'UDC

continuera alors sa progression et le PSS verra sa marge de manœuvre encore réduite – elle n'est déjà pas très grande ! – et devra assumer, plus qu'aujourd'hui, des choix qui ne sont pas les siens. Pareille évolution entamera son crédit parmi les travailleuses et les travailleurs.

- Un passage à l'opposition n'est pas évident, car il entraînerait une diminution du poids du PSS dans l'appareil d'Etat tout en obligeant les socialistes à accroître leur capacité de mobilisation (manifestations, récoltes de signatures pour des référendums et des initiatives, etc.). Mais une cure d'opposition est souvent payante si elle est mise à profit pour (re)construire un vrai projet politique. En France, avant le congrès d'Epinais de 1971, la gauche non communiste était au bord du gouffre. Dix ans plus tard, François Mitterrand devenait président de la République. Plus modestement, les socialistes jurassiens, en 1993, n'étaient plus représentés ni à l'exécutif cantonal, ni à Berne. Dix ans après, ils occupaient deux des cinq sièges du gouvernement et la moitié des fauteuils de la députation du Canton du Jura au Parlement fédéral.
- Si les Verts ont aujourd'hui le vent en poupe, c'est notamment parce qu'ils n'ont pas le statut d'un parti minorisé dans un gouvernement fédéral très droitier.

L'attitude de Christoph Blocher exigerait une riposte cinglante et musclée. Dans un tel contexte, les réactions de ses collègues socialistes sont cruellement molles. Moritz Leuenberger déclare être à nouveau candidat au Conseil fédéral après les élections de l'automne 2007, pour assurer le maintien de la collégialité et pour barrer l'accès du Département de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication à Christoph Blocher ! Quant à Micheline Calmy-Rey, elle a répété, suite à son élection à la présidence de la Confédération et malgré un score médiocre (147 voix) dû en bonne partie au fait que beaucoup de parlementaires UDC n'avaient pas voté pour elle, qu'il n'y avait pas d'alternative à la concordance : « Le système suisse est fondé sur la recherche du consensus. Cette formule est la seule à même de répondre à la conduite d'une démocratie semi-directe comme la nôtre. » (13).

Ces déclarations sont d'autant plus étonnantes qu'elles ont été faites à l'issue d'une période durant laquelle Christoph Blocher n'a cessé de multiplier les provocations et les violations de la collégialité gouvernementale, et cela dans les domaines les plus divers. En octobre 2006, Christoph Blocher a par exemple regretté, depuis Ankara, que la norme pénale antiraciste, adoptée par le peuple suisse en 1994, ait conduit à une enquête en Suisse contre l'historien turc Yusuf Halacoglu pour ses propos négationnistes sur le génocide arménien !

## 3.2 Concilier les intérêts des classes populaires et de la classe moyenne

### 3.2.1 Le rôle décisif des syndicats

Nous avons vu qu'entre 2004 et 2007, le mot d'ordre du PSS avait été suivi sur 54 % des objets ayant fait l'objet d'une votation fédérale. Toutefois, ce ne sont pas là les victoires des seuls socialistes. Dans plusieurs batailles sociales et économiques essentielles, le mouvement syndical a joué un rôle nettement plus actif que PSS.

Les syndicats ont ainsi pris une part décisive dans le rejet d'une révision de la loi sur le travail (1996) qui visait à introduire une plus grande flexibilité dans l'organisation du travail, notamment en autorisant les magasins à ouvrir leurs portes six dimanches par année. Les syndicats ont aussi joué un rôle central dans le processus qui a conduit au rejet de la LME, la loi sur le marché de l'électricité (2002). On peut même affirmer que dans ce cas, les syndicats et l'aile syndicale du PSS ont imposé au parti la nécessité de se battre contre ce projet de libéralisation, alors que la frange qui se qualifie de *moderniste* s'en serait tout à fait accommodée. Enfin, sans le mouvement syndical, la campagne qui a conduit au rejet de la 11<sup>e</sup> révision de l'AVS (2004), synonyme d'élévation de l'âge de la retraite des femmes, n'aurait sans doute pas débouché sur un succès aussi éclatant (67,9 % de « non »).

Ceci dit, les syndicats peuvent aussi commettre des erreurs. Dans la période la plus récente, la plus flagrante a incontestablement été le refus du mouvement syndical, voici une dizaine d'années, de lancer un référendum contre la révision de la loi sur l'assurance chômage. Fort heureusement, les syndicats s'étaient bien repris par la suite, en s'engageant activement dans la campagne, contribuant ainsi de manière décisive au rejet de cette réforme de l'assurance chômage (1997).

Mais les syndicats ont aussi trouvé des solutions originales et progressistes dans le cadre des négociations relatives au renouvellement des conventions collectives de travail (CCT), ces renouvellements allant souvent de pair avec d'importantes mobilisations, voire le recours à la grève. Sur le plan de la mobilisation et de l'action, cela doit inspirer les partis politiques.

En 2002, le Syndicat Industrie et bâtiment (SIB) a obtenu la retraite à 60 ans pour tous les travailleurs du bâtiment, suite à un mouvement d'une très grande ampleur. Ce succès est d'autant plus remarquable que jusqu'ici, il n'a pas été possible de faire avancer l'abaissement de l'âge de la retraite sur le plan politique. C'est même le contraire qui s'est produit, puisque l'âge de la retraite des femmes est passé de 62 à 64 ans. De plus, les milieux économiques et le conseiller fédéral Pascal Couchepin ne cessent de plaider en faveur d'un relèvement généralisé de l'âge de la retraite, à 67 ou 68 ans.

Dans ces conditions, on comprend pourquoi Vasco Pedrina, président du SIB puis coprésident d'Unia, a répondu comme suit à la question de savoir quels avaient été les plus grands succès de sa carrière : « Je citerai d'abord, sans hésiter, l'abolition du statut de saisonnier, pour laquelle je me suis beaucoup battu. Puis la retraite à 60 ans dans la construction, à l'issue d'une grève nationale. Cet acquis revêt une importance historique comparable à

l'introduction de la première semaine de vacances en 1944 ou à celle du 13<sup>e</sup> salaire dans les années 1970. » (14).

### **3.2.1.1 Négociier quand c'est possible...**

Dans le secteur de l'industrie, l'horlogerie est la branche la mieux organisée, avec un taux de syndicalisation de 25 à 30 %. Cela explique en partie les nombreux et bons résultats qui ont été obtenus lors des trois derniers renouvellements (1997, 2002 et 2007) de la CCT des industries horlogère et microtechnique, renouvellements que l'auteur de ces lignes a eu le plaisir de diriger côté syndical (la première fois en codirection avec Christiane Brunner) :

- Introduction des salaires minimaux d'embauche en parallèle avec les mesures d'accompagnement social relatives à la libre circulation des personnes.
- 5 semaines de vacances (6 semaines dès 50 ans).
- Possibilité de réduire son temps de travail jusqu'à 20 % durant les deux années qui précèdent l'âge légal de la retraite, avec réduction de salaire correspondante, mais sans perte au niveau de la caisse de retraite.
- Possibilité de partir en retraite une année avant l'âge légal de l'AVS, grâce à une rente-pont AVS de 24'000 financée exclusivement par l'employeur/euse.
- Participation patronale aux frais de caisse maladie portée de 130 francs pour les travailleurs/euses et de 60 francs pour les enfants.
- Congé de maternité porté de 16 semaines payé à 100 %.
- Congé d'adoption de 10 semaines payé à 100 % (pour les mères adoptives et les pères adoptifs).
- Congé (payé) de naissance de 3 jours pour les pères (4 jours dès le 2<sup>e</sup> enfant).
- Allocation familiales de 200 francs par mois, allocation de formation professionnelle de 250 francs par mois, allocation de naissance de 1'000 francs.
- Définition de règles visant à prévenir le harcèlement sexuel et le harcèlement moral et professionnel (mobbing), mise en place de personnes de confiance.
- Congé de formation payé de 3 jours par année.
- Reconnaissance et validation des acquis professionnels en entreprise.
- Prolongation du délai de congé de 3 mois pour les travailleurs/euses de plus de 60 ans ayant 8 ans d'activité dans l'entreprise.
- Mesures favorisant la réadaptation après un accident ou une maladie.
- Renforcement des délégué-e-s syndicaux et de la présence syndicale dans les entreprises.
- Amélioration des mesures visant à réguler le travail temporaire.

### **3.2.1.2 ... se mettre en grève lorsqu'il le faut**

Dans certaines branches, comme l'horlogerie, il est encore possible d'aboutir à des résultats sérieux par la voie de la négociation. Mais dans bien



d'autres secteurs, le dialogue est devenu beaucoup plus difficile, et cela pour les raisons suivantes :

- Le rejet du partenariat social par une nouvelle génération d'employeurs, formés à l'école de l'ultralibéralisme, comme le montre la récente dénonciation, par le patronat, de la convention collective du secteur principal de la construction.
- L'emprise toujours plus forte du capitalisme financier sur le secteur industriel.
- Le poids croissant de l'UDC dans les organisations patronales.

Ces blocages et ce durcissement patronal ont conduit, ces dernières années, à une augmentation relativement importante du nombre de grèves dans notre pays. Alors qu'entre 1985 et 1993, il y avait eu au maximum 4'000 journées de travail perdues par an suite à une grève, on en a enregistrées près de 15'000 en 1994, 25'000 en 1998, 20'000 en 2001 et 2002, et près de 40'000 en 2004 (15).

Détail intéressant, plus de la moitié des travailleurs/euses qui se sont mis en grève durant ces dix à quinze dernières années l'ont fait pour des questions salariales. Les autres ont utilisé cet instrument de combat pour des exigences et des revendications liées aux conventions collectives de travail (CCT) ou pour d'autres raisons (fermetures d'entreprises ; licenciements ; conditions de travail).

Le fait que les questions salariales constituent le premier motif de grèves n'est pas le fait du hasard. La proportion des salarié-e-s à revenu faible ou modeste reste très importante en Suisse, puisque la moitié des travailleuses et des travailleurs touchaient en 2004 un salaire inférieur à 5'500 francs par mois, proportion qui était encore nettement plus élevée chez les femmes.

Les constats qui précèdent constituent indéniablement un avertissement pour les autorités politiques et le patronat. Ces prochaines années, en effet, le niveau des salaires en Suisse dépendra dans une assez forte mesure de la libre circulation des personnes, de son extension aux pays de l'Est, des mesures d'accompagnement permettant de combattre le dumping social et salarial et surtout de leur application. Or, s'il apparaît que jusqu'ici les décisions parlementaires sur le renforcement des mesures d'accompagnement vont dans le sens des revendications du mouvement syndical, les premières années d'expérience de la libre circulation des personnes révèlent avant tout le laxisme de la majorité des gouvernements cantonaux, alors qu'une bonne partie du patronat rechigne encore à négocier des salaires minimaux dignes de ce nom. Tant que ces deux lacunes n'auront pas été comblées, l'extension de la libre circulation des personnes ne pourra pas enthousiasmer les travailleurs/euses.

L'arme de la grève n'est jamais utilisée à la légère. Au-delà de chaque cas particulier, ces conflits sont l'expression d'un malaise social profond. Certes, toutes les grèves n'aboutissent pas à un succès total. Dans certains cas, elles débouchent sur des compromis au goût amer, comme dans le cas de Swissmetal Boillat à Reconvilier. Ce qui importe encore davantage, c'est que toutes ces luttes sont synonymes, pour reprendre une expression de Paul

Rechsteiner, président de l'USS, de la « réappropriation d'un droit fondamental » (16). Autrement dit, les syndicats ont renoué avec la tradition de la « prise de risque », ils ont osé « réessayer ». Le PSS doit renforcer ses alliances avec le mouvement syndical et mieux soutenir les luttes que celui-ci mène au profit des travailleuses et des travailleurs.

### 3.2.2 L'imagination de la gauche associative

Si les syndicats jouent un rôle central dans la plupart des grandes questions sociales, l'engagement, la détermination, l'originalité et surtout l'imagination de la galaxie des mouvements sociaux et associatifs ont aussi contribué à « ouvrir les yeux » du PSS et d'autres partis sur beaucoup de thèmes qui ne faisaient pas partie du « fond de commerce » de la gauche politique. Pour ne prendre que quelques exemples, le Groupe « Pour une Suisse sans armée » a permis de lancer un débat d'une ampleur rarement égalée jusque-là. La question nucléaire a été posée par des mouvements extérieurs aux partis de gauche. Il en va de même sur des thèmes aussi différents que l'égalité entre hommes et femmes, le droit à l'avortement, le droit à l'homosexualité, la régularisation des sans papiers ou les rapports avec les pays du tiers monde.

Ce qui précède ne signifie évidemment pas que les syndicats et les mouvements associatifs ont « tout juste » alors que le PSS a « tout faux ». Mais les socialistes doivent davantage collaborer avec cette « autre gauche », qui n'est pas une concurrence pour eux, mais qui, de par sa nature même, est souvent plus en phase avec les changements qui se produisent dans la société et dans le monde. A ce propos, il est intéressant de noter que selon un sondage réalisé en France à fin 2005, une majorité de Français souhaitent que le PS se rapproche des syndicats de salariés (69 %), des Verts (65 %) ou du monde associatif et du mouvement altermondialiste (64 %), mais pas des autres partis (17). La même année, les Helvètes classaient les syndicats au 3<sup>e</sup> rang des institutions dans lesquels ils ont confiance, bien loin devant les partis politiques (18).

La collaboration entre toutes les forces progressistes est fondamentale, mais dans cette configuration, l'axe formé du PS et des syndicats joue un rôle central dans l'alliance qu'il s'agit de renforcer entre la nouvelle classe moyenne et les classes populaires. A l'inverse, la mésentente, voir la guerre ouverte, entre les socialistes de tendance libérale et les syndicats a entraîné, en Grande-Bretagne, un échec retentissant du Parti travailliste lors des dernières élections européennes, alors qu'en Allemagne, de nombreux militant-e-s et une partie croissante des couches populaires ont déserté le SPD (Parti social-démocrate allemand). Cela s'est traduit par un renforcement de la droite et du Linkspartei, cette coalition formée des déçu-e-s du SPD emmenés par Oskar Lafontaine et les néo-communistes est-allemands de Gregor Gysi.

### 3.3 Pour une croissance sociale et qualitative

Si l'on en croit l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'un des temples du capitalisme mondial, la relance de la croissance passerait avant tout par un coup de frein dans les dépenses sociales, par un renforcement de la concurrence, par l'allègement des charges des entreprises, ou encore par un marché du travail aussi flexible que possible. Ces recommandations correspondent bien à l'idéologie libérale, à laquelle la politique suisse est confrontée depuis 20 ans. Sous couvert d'augmenter l'efficacité économique, on veut mettre fin au modèle d'économie sociale de marché et on prend prétexte de la faible croissance du PIB (selon les statistiques officielles) depuis le début des années 90 (il y a eu un changement de cap en 2005 et 2006) pour tenter de promouvoir les « réformes » qu'elle préconise : déréglementation, privatisation, élévation de l'âge de la retraite, diminution de la charge fiscale, etc.

La réalité montre cependant que :

- Il n'y a pas de lien avéré entre croissance de l'économie et charge fiscale. Si corrélation il y a, elle serait plutôt inverse : à l'exception de l'Irlande, les « petits pays européens » qui sont les plus dynamiques ont plutôt une charge fiscale supérieure à celle de la Suisse. Entre 1994 et 2003, le PIB de la Suède a progressé de 29 % et celui de la Suisse de 10,7 % seulement, alors que la quote-part fiscale atteignait, en 2000, 54,2 % en Suède et 35,8 % en Suisse.
- Le marché intérieur n'est certainement pas assez concurrentiel, mais les principales raisons tiennent au fait que la Suisse n'est pas intégrée dans le grand marché européen, que de puissants groupes de pression parviennent, avec l'appui de l'administration fédérale, à préserver leurs positions (comme le montre la volonté d'alléger l'imposition des entreprises), et que jouent de persistants réflexes régionaux (fédéralisme).
- Une part trop importante de la population – et pas seulement les personnes à la recherche d'un emploi – connaît des conditions d'existence difficiles ou précaires. Leur situation découle cependant souvent de causes non économiques (formation professionnelle déficiente, divorces et familles monoparentales en particulier) et non de dysfonctionnements de l'économie.
- L'augmentation des salaires réels, au cours des vingt dernières années, a été dans l'ensemble assez misérable (hausse annuelle moyenne de 0,5% en Suisse, contre 1,3 % en moyenne européenne), ce qui pèse évidemment sur le rythme de croissance de l'économie. La faible progression des revenus réels a de plus pour de nombreux ménages été insuffisante pour faire face à la montée constante de certaines dépenses, en particulier celles des primes d'assurance maladie.

La classe dominante joue sur la mondialisation pour faire croire que l'on ne peut rien changer à la réalité économique, que celle-ci est une fatalité et qu'il n'y a pas d'autre choix que de s'y adapter. Or, si elle est bien une réalité, la mondialisation est aussi une idéologie qui tend à accréditer l'idée que les marchés mondiaux commandent tout. Toute économie nationale, du moins dans le monde industrialisé, dispose en réalité d'une réelle marge de manœuvre, et ceci d'autant plus que les quatre cinquièmes du commerce

international ont lieu entre pays développés (membres de l'OCDE), c'est-à-dire dans un ensemble au sein duquel la concurrence est relativement faible. Dans la même logique, on voudrait nous faire croire qu'une bonne partie des difficultés que nous avons connues serait due aux délocalisations. Or, au sens strict du terme (suppression d'activités en Suisse qui sont créées à l'identique dans un autre pays), les délocalisations sont relativement peu importantes. A quoi s'ajoute le fait que les entreprises qui travaillent et s'organisent au niveau international sont plutôt plus solides et plus dynamiques que celles qui restent centrées sur leurs activités nationales. Autrement dit, les premières apportent plus d'emplois à l'économie suisse, et résistent mieux aux creux conjoncturels, que les secondes. Les transferts d'activités sont constants depuis qu'existent les sociétés industrielles. Il serait inexact de croire que ces transferts ne se font que dans un sens. Il est vrai, en revanche, que les entreprises ouvrent des succursales ou des filiales dans des pays étrangers. Mais cela tient à la nécessité d'être proche des marchés et des clients. C'est l'expression d'un dynamisme industriel et commercial qui est généralement bénéfique à l'ensemble du groupe, donc aussi aux emplois en Suisse. Quant aux « véritables » délocalisations, la principale riposte à leur opposer consiste à défendre la liberté syndicale dans tous les pays afin que les personnels puissent faire valoir leurs droits et parvenir à obtenir des conditions de vie et de travail améliorées.

Tout cela montre bien que malgré la mondialisation, les pays ont encore une réelle marge de manœuvre pour mettre en oeuvre leur politique économique. Et il faut mettre cette marge à profit pour :

- Exiger des pouvoirs publics et des entreprises une augmentation des moyens mis à la disposition de la recherche et du développement (R+D) et l'amélioration continue de la formation des personnels pour la raison essentielle que seules des productions de haute qualité permettent aux entreprises de conserver leur avantage concurrentiel et de servir des rémunérations élevées (ou relativement élevées).
- Mener une politique monétaire favorable aux exportations et une politique financière permettant de soutenir l'emploi et la croissance, cette dernière devant être respectueuse de l'environnement.
- Mieux répartir les fruits de la croissance au moyen notamment d'une revalorisation des revenus faibles et moyens, d'une politique offensive en matière de durée du travail et d'une lutte résolue contre le développement du travail précaire (travail sur appel, travail à durée déterminée, travail temporaire).
- Subordonner toutes les aides publiques aux entreprises à l'existence et au respect des conventions collectives de travail (CCT).

Sans croissance économique, il n'y a pas de création d'emplois. Mais cette croissance ne doit pas être impulsée à n'importe quel prix. La croissance doit favoriser un développement social harmonieux de la société. Sociale, la croissance doit aussi être qualitative, ce qui suppose en particulier le développement des économies d'énergie et des énergies renouvelables, tout en réduisant la part du nucléaire, du pétrole et du gaz. Les investissements opérés dans les économies d'énergie et les énergies renouvelables (solaire, éolienne, biomasse, etc.) sont d'ailleurs susceptibles de générer davantage d'emplois que ceux qui réalisés dans le nucléaire ou

les énergies fossiles. Une croissance qualitative passe aussi par un rééquilibrage des différents modes de transport, au profit du rail. Non seulement du rail par rapport à la voiture, mais aussi par rapport à l'avion sur les courtes et les moyennes distances. Sans oublier une diminution drastique de la pollution, notamment industrielle.

Dans cette perspective aussi, l'emploi serait gagnant, *La Revue Durable* a ainsi démontré que l'investissement dans les transports publics et dans la promotion des transports individuels non motorisés permettrait la création d'emplois dans une proportion au moins égale, voire plus importante, à celle induite par la promotion de l'automobile. A ces gains nets s'ajoute le fait que les postes créés ne seraient pas délocalisables comme ceux de la construction automobile (19).

Enfin, d'un point de vue quantitatif et qualitatif, le développement de l'économie n'est pas contradictoire avec l'existence de services publics de qualité : bureaux de poste, liaisons ferroviaires, télécommunications, enseignement. Différentes opérations de privatisation, en particulier celle des chemins de fer en Grande-Bretagne, ont en effet montré qu'elles allaient à l'encontre des intérêts des usagers/ères et des employé-e-s. En outre, les services publics doivent être aussi décentralisés que possible. Les citoyennes et les citoyens du Jura ou de Neuchâtel paient des impôts, comme à Zurich ou à Genève. Il n'est donc pas question de les discriminer ! Car le service public reste le meilleur moyen permettant de préserver la cohésion de la société, de créer une solidarité entre les plus riches et les moins bien lotis.

Dans cet esprit, il convient aussi de maintenir une politique économique régionale digne de ce nom, d'autant plus qu'elle a permis de créer plus de 20'000 emplois, dont la plupart dans l'Arc jurassien.

### 3.4 Travailler pour vivre

L'être humain n'a pas pour but unique de travailler, mais se réalise aussi et peut-être surtout dans l'exercice d'une multitude d'autres activités : manger, boire, apprendre, se cultiver, se former, se divertir, etc. Pourtant, au lieu d'appliquer le principe « Travailler pour vivre », on met trop souvent en pratique le contraire : « Vivre pour travailler ».

Au XXI<sup>e</sup> siècle, que peut bien vouloir dire « Travailler pour vivre » ? A nos yeux, la réalisation de cette maxime passe notamment par la réalisation des exigences suivantes :

- **Un salaire décent.** Aujourd'hui encore, certains salarié-e-s de ce pays doivent se contenter d'un salaire de 3'000 francs par mois, et parfois même d'un montant inférieur. De tels salaires ne sont pas acceptables, le minimum absolu devant selon nous être fixé à 3'500 francs par mois. Cet objectif doit être atteint via les conventions collectives de travail (CCT) ainsi que par le recours aux mesures d'accompagnement sociales mises en oeuvre avec la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne. Toutes les travailleuses et tous les travailleurs devraient aussi bénéficier d'un 13<sup>e</sup> mois de salaire.

• **Des conditions de travail correctes.** A cet effet, il convient en premier lieu d'assurer des conditions de sécurité maximales sur les lieux de travail. Il faut aussi mettre en place des mesures qui permettent de prévenir et de combattre le stress. Il faut enfin soumettre toutes les formes de travail atypiques (travail temporaire, contrat à durée déterminée, travail sur appel, travail en équipe, travail en fluctuation, travail de nuit, heures supplémentaires), qui pénalisent l'ensemble du monde du travail, en particulier les femmes, à une réglementation très stricte. Celle-ci ne devait pas pouvoir être mise en oeuvre sans l'accord des travailleuses et des travailleurs concernés et de leur syndicat, faute de quoi c'est l'ensemble de la société qui va verser dans la précarité.

• **Des 40 heures à la semaine de 4 jours.** Dans toute son histoire, le mouvement syndical s'est battu avec force pour réduire la durée du travail et leur accorder le droit aux vacances. Depuis quelque temps, on assiste pourtant à de nombreuses offensives de la droite et du patronat (en France, en Allemagne, et même en Suisse) en vue d'augmenter le temps de travail, sous prétexte qu'il s'agit de faire face à la concurrence. Ces tendances doivent être vivement combattues. A défaut, elles nous reconduiront directement au 19<sup>e</sup> siècle !

La diminution du temps de travail a eu pour objectif essentiel de permettre aux salarié-e-s de se reposer, de se cultiver, de s'occuper de leurs enfants, etc. Ce n'est pas la réduction de la durée du travail en tant que telle qui génère des emplois, mais la croissance économique. Toutefois, à croissance égale, une diminution des horaires permet de répartir les emplois créés sur un plus grand nombre de personnes. En France, par exemple, et même si le dispositif présente quelques défauts, les 35 heures ont permis d'engager du personnel supplémentaire (300'000 à 400'000 personnes selon les estimations). Lors de son congrès de 2006, l'Union syndicale suisse (USS) s'est prononcée pour la généralisation de la semaine de 40 heures. Dans un premier temps, cette exigence a fait sourire, d'autant plus que cette revendication est déjà ancienne. Elle reste malgré tout d'actualité, puisque dans notre pays, la durée moyenne effective du travail dépasse 42 heures par semaine. Autant dire que beaucoup de salarié-e-s travaillent encore beaucoup plus ! A plus long terme, l'USS a repris l'idée de la semaine de 4 jours. Celle-ci pourrait être la nouvelle utopie du 21<sup>e</sup> siècle. Mais une utopie qu'il sera possible de concrétiser un jour. Certaines expériences faites en France montrent qu'à croissance et diminution égale du temps de travail, la semaine de 4 jours a plus d'impact sur l'emploi qu'une réduction linéaire de l'horaire hebdomadaire. Dans le même ordre d'idées, plusieurs enquêtes syndicales montrent qu'en-dessous de 40 heures, les salariés préfèrent une semaine de 4 jours plutôt qu'une semaine de 35 ou 36 heures sur 5 jours. Les congés payés sont un autre acquis historique. Il nous paraît aujourd'hui que des vacances de 5 semaines constituent le minimum absolu, et que ce minimum doit être porté à 6 semaines dès l'âge de 50 ans. En raison de l'augmentation de la productivité, ces congés plus longs peuvent être introduits sans diminution des salaires.

- **Des congés pour se former.** La formation est indispensable à l'épanouissement de l'individu et au développement économique. Dans un monde en constante mutation, où les individus occupent désormais plusieurs emplois durant leur vie professionnelle, cette formation doit être continue. A cet effet, chaque travailleuse et chaque travailleur/euse devrait pouvoir bénéficier d'un congé de formation payé de cinq jours par année, ces jours pouvant être cumulés sur plusieurs années. Il faut aussi accorder aux salarié-e-s, trois ou quatre fois pendant leur vie active, un congé sabbatique de quatre à six mois, durant lequel ils pourraient, par exemple, être remplacés par des jeunes au sortir d'une formation ou par des chômeurs/euses. Car si des congés de brève durée permettent de se mettre régulièrement à jour, certains changements économiques, culturels et professionnels, de nature structurelle, nécessitent une formation beaucoup plus longue.

- **La retraite dès 62 ans.** Ces dernières années, la droite a porté – ou tenter de porter – de multiples attaques à notre système de retraites. Elle a partiellement réussi cette opération, puisque l'âge de la retraite des femmes a progressivement passé de 62 à 64 ans (les hommes sont toujours à 65). A l'instar du conseiller fédéral Pascal Couchepin, qui voudrait élever l'âge de la retraite à 67 ans pour toutes et tous, certains n'entendent pas s'arrêter en si bon chemin. Mais ça bouge aussi du côté syndical ! Dans le secteur de la construction, les travailleurs ont désormais droit à la retraite dès 60 ans, alors que dans l'horlogerie, les travailleurs et les travailleuses peuvent partir en retraite une année avant l'âge légal, grâce à une rente-pont de 24'000 francs payée exclusivement par les employeurs/euses. Enfin, l'Union syndicale suisse (USS) a déposé une initiative populaire qui demande la retraite à 62 ans pour toutes et tous, sans réduction de rente jusqu'à un certain niveau de salaire. Cette initiative est réaliste. Elle répond à un besoin profond des salariés, l'AVS est financièrement saine et sa pérennité dépend moins du vieillissement de la population que d'une croissance économique soutenue. Enfin, si des progrès importants ont pu être réalisés dans certaines branches, on ne voit pas pourquoi il n'en irait pas de même dans l'ensemble de l'économie.

### 3.5 Harmoniser travail, famille et vie sociale

La forte salarisation des femmes dans les années 1960 a coïncidé d'une part avec la montée des pressions éducatives et des insuffisances de la prise en charge étatique des personnes dépendantes (que ce soient des enfants ou des parents âgés), d'autre part avec les pressions toujours plus fortes exercées par le patronat sur les travailleurs/euses. Tous ces éléments ont largement compliqué la question du cumul des vies professionnelle et privée, notamment familiale. Pourtant, la possibilité d'un cumul aussi harmonieux que possible entre ces différents domaines est une condition centrale pour rendre la société dynamique, en permettant la concrétisation du principe de l'égalité entre les sexes.

Hormis la diminution de la durée du travail, qui peut favoriser une meilleure répartition des tâches au sein du couple, voici quelques pistes permettant de réaliser cet objectif :

- **Congé maternité.** Sur le plan légal, les femmes qui accouchent en Suisse ont désormais droit à un congé de 14 semaines payé à 80 %. Mais dans de nombreuses réglementations de la fonction publique ainsi que dans plusieurs CCT, on est déjà passé à 16 semaines, voire plus, payées à 100 %. Ce dernier principe doit devenir la norme.
- **Congé d'adoption.** Un congé du même type doit selon nous être accordé en cas d'adoption. Connu déjà dans certains cantons, le congé d'adoption a été introduit dans la CCT de l'horlogerie dès le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Au départ réservé à la mère adoptive, ce congé a été étendu au père adoptif dès le 1<sup>er</sup> janvier 2007. La mère adoptive ou le père adoptif ont droit à un congé d'adoption de dix semaines, payé à 100 %, si l'enfant adopté a moins de 5 mois révolus.
- **Congé parental.** La législation relative aux rapports entre vie familiale et professionnelle repose encore largement sur l'idée que le père ne s'occupe pas des enfants. La preuve, c'est que le congé paternité n'est mentionné dans aucune loi, et lorsqu'un tel congé existe, notamment dans des CCT, il va de quelques jours à deux semaines au maximum. C'est nettement insuffisant. Pour permettre au couple de se réorganiser et au père d'accueillir son enfant, ce dernier devrait disposer d'un congé paternité de deux mois au moins. Et cela ne devrait être qu'une étape. En Finlande, par exemple, on offre un an de congé parental : les 21 premières semaines reviennent à la mère, le solde étant à partager entre les parents. Le Danemark accorde un congé payé de 28 semaines, dont 10 peuvent être prises par le père. Enfin, La Suède connaît un congé parental payé de quinze mois, dont au moins un mois pour le père. De telles mesures, idéalement contraignantes, devraient contribuer au changement de mentalités dans les familles et sur les lieux de travail.
- **Allocations familiales.** En 2006, le peuple suisse a accepté de régler la question des allocations familiales sur le plan fédéral. La loi adoptée prévoit une allocation de 200 francs par mois et par enfant et une allocation de formation professionnelle de 250 francs. C'est un premier pas, mais compte tenu du « coût » d'un enfant, ces montants mériteraient d'être doublés à moyen terme.
- **Crèches.** S'il est vrai que des progrès ont été accomplis ces dernières années, ils ne sont de loin pas suffisants, ce qui met de nombreux parents dans l'embarras. La création de crèches supplémentaires doit donc être une priorité, pour les pouvoirs publics comme pour les entreprises. Les prix des crèches, tout comme les déductions fiscales qui leur sont liées, devraient également faire partie des préoccupations politiques.

### 3.6 Financer et redistribuer

J'entends déjà plusieurs lectrices et lecteurs en train de se dire : « Mais qui payera tout cela ? ». Toutes les réformes présentées ci-dessus ne sont évidemment pas neutres d'un point de vue financier. Voici donc quelques pistes qui devraient être explorées :



- Il n'y a pas de progrès social sans croissance économique. Il importe donc de mener une politique – monétaire, financière – au service de la croissance, en respectant un certain nombre de principes sociaux et environnementaux.
- Il faut instituer une plus grande justice fiscale, qui implique la suppression des privilèges dont les grandes entreprises et les riches contribuables bénéficient dans certains cantons, de même que des énormes rabais fiscaux qui sont accordés aux riches contribuables étrangers.
- La lutte contre la fraude fiscale doit être intensifiée, car on sait par expérience que toute inspection fiscale supplémentaire apporte de nouvelles recettes.
- Au-dessus d'un certain niveau, 500'000 francs par exemple, les droits de succession doivent être fortement imposés, non seulement pour des raisons financières, mais aussi parce que les gros héritages sont l'un des principaux vecteurs de la reproduction des inégalités sociales.
- Pour financer les assurances sociales (AVS, AI), la gauche et les syndicats ont généralement préféré les prélèvements salariaux. Mais si elle a une destination sociale, une hausse de la TVA ne doit pas être écartée, d'autant plus qu'avec un taux normal de 7,6 %, nous sommes encore loin du taux minimal exigé (15 %) en cas d'adhésion à l'Union européenne.
- Il convient enfin de mettre en oeuvre une taxe sur les transactions financières internationales (Taxe Tobin), en vue notamment de lutter contre la spéculation

Ces diverses propositions visent non seulement à financer un certain nombre de tâches publiques, mais aussi à faire de la fiscalité un instrument au service de la redistribution sociale des richesses.

### **3.7 Démocratiser la culture, diversifier la presse**

Les individus ne vivent pas que de pain, mais aussi des choses de l'esprit. Dans cette perspective, il importe de favoriser l'accès du plus grand nombre à la culture, au sens large du terme. Cela suppose en particulier un enseignement des différents modes d'expression culturelle (littérature, peinture, théâtre, cinéma, etc.), un soutien aux nouveaux créateurs, et surtout une offre culturelle financièrement abordable, en développement par exemple les services de prêts pour les livres et les différents supports audiovisuels. De plus, je suis souvent surpris des prix d'entrée de certains musées et expositions. Lorsqu'une famille modeste de quatre personnes doit déboursier entre 60 et 80 francs pour voir une expo, cela représente une barrière objective à la démocratisation de la culture.

Une politique de démocratisation culturelle et ... politique passe aussi par des efforts beaucoup plus soutenus en matière de formation des citoyennes et des citoyens, ainsi que par l'existence d'une presse de qualité et diversifiée.

Les médias doivent en effet refléter la diversité des opinions et des intérêts. C'est à cette condition que la population peut s'informer, que la réflexion critique peut être nourrie et que le débat démocratique peut exister. C'est aussi à cette condition que l'information sur les plus démunis peut être partagée et que la solidarité se mettra en place.

Pour une démocratie digne de ce nom, il faut une presse de qualité. Or, le paysage médiatique est clairement en voie de concentration aux mains de grands groupes dont les stratégies sont avant tout commerciales. Cela rejaille sur le contenu de la presse, dont les défauts atteignent leur paroxysme dans les journaux gratuits. Il est de bon ton de se réjouir du succès des « gratuits », sous prétexte qu'ils généralisent la lecture des quotidiens. Il s'agit d'une hypocrisie crasse : les « gratuits » ont plus à voir avec le totalitarisme de la pensée unique qu'avec la démocratie. Information tronquée, importance de l'individu, intérêt pour les « people », etc. : ses prétentions à l'information neutre et objective ne servent qu'à masquer la diffusion de la pensée néolibérale, à coup d'articles rédactionnels et publicitaires que l'on ne distingue plus clairement. Ces journaux sélectionnent l'information selon leur caractère spectaculaire. On trouve des détails sur les accidents ou autres catastrophes, mais rien sur la faim qui dure, sur la misère quotidienne, sur les conflits sociaux, sur les conditions de travail et de vie qui se dégradent. Cela détourne les lectrices et les lecteurs des débats collectifs de société et les prive des clefs pour mieux comprendre – voire, pour mieux changer – le monde qui les entoure.

Pourtant, un autre monde médiatique est possible. En Suisse romande, il existe des journaux dont la survie et le développement sont une condition essentielle de la qualité du débat démocratique. A défaut d'être exhaustif, on peut citer *Le Courrier*, *Pages de gauche*, *L'Emilie*, etc. Autre exemple, *L'Événement syndical*, hebdomadaire des syndicats Unia et SEV (près de 80'000 exemplaires), est un organe d'information, de débat et de solidarité entre les membres à qui il est distribué, mais aussi une « vitrine » du mouvement syndical vers l'extérieur. *L'Événement* est resté un journal syndical, mais il est conçu et produit de manière professionnelle. Même si des progrès peuvent encore être accomplis, notamment par l'intégration de nouvelles fédérations syndicales, on n'en est plus au temps des « bulletins de paroisses syndicaux », comme disait le leader socialiste Peter Bodenmann.

L'existence d'une presse diversifiée implique aussi un soutien indirect aux médias, en particulier de taille petite ou moyenne : réduction des tarifs postaux, aide à la formation professionnelle et continue ainsi qu'aux investissements, etc.

### **3.8 Une Suisse ouverte à l'Europe, au monde et aux migrant-e-s**

Pays situé au cœur de l'Europe et dont l'économie est en bonne partie orientée vers l'exportation, la Suisse ne saurait vivre en vase clos. C'est pour elle une nécessité fondamentale de s'ouvrir plus largement à l'Europe, au monde et à tous ceux qui séjournent en Suisse sans en être des ressortissant-e-s.

Les premiers accords bilatéraux conclus entre la Suisse et l'Union européenne ont assurément permis de résoudre un certain nombre de problèmes concrets et de favoriser un rapprochement entre notre pays et l'Union européenne. Il en va de même avec les accords bilatéraux II et

l'extension de la libre circulation des personnes aux nouveaux pays membres de l'Union européenne. Si les accords bilatéraux ne sont pas des coquilles vides, il apparaît malgré tout que la voie du bilatéralisme touche à sa fin ou conduit à une impasse. La Suisse a intérêt à réactiver sa demande d'adhésion à l'Union européenne - gelée depuis le rejet de l'Espace économique européen (EEE) en 1992 - aussi vite que possible. A l'appui de cette thèse, on avancera notamment les arguments suivants :

- Il est tout d'abord erroné de croire que la poursuite du bilatéralisme favorisera notre adhésion à l'Union européenne de manière quasi automatique, sous prétexte qu'en multipliant les petits pas la Suisse finira par être tellement proche de l'Union européenne que l'adhésion deviendra une évidence. Avec le premier paquet d'accords bilatéraux, les organisations économiques et patronales, le monde de la finance et de nombreuses entreprises ont atteint leurs objectifs, à tel point que beaucoup de dirigeant-e-s économiques ne veulent plus entendre reparler de l'adhésion avant vingt ans au moins. Cette tendance s'est d'ailleurs renforcée avec les accords bilatéraux II, comme en témoigne cette déclaration de Pierre Mirabaud, président de l'Association suisse des banquiers : « En signant les accords bilatéraux II, nous avons bétonné le secret bancaire pour vingt ans au moins. » (20).
- Avec les accords bilatéraux II, le Conseil fédéral, la majorité bourgeoise des Chambres et les milieux économiques ont réussi à faire croire que le secret bancaire était l'horizon indépassable de notre temps. Joseph Deiss a ainsi déclaré que « ces accords profiteront à la place industrielle suisse, le secret bancaire étant durablement préservé... » (21). Or, parmi d'autres facteurs, le secret bancaire a pour principale vertu, sur le long terme, de tirer le franc suisse vers le haut, ce qui est préjudiciable ... à la place industrielle suisse, alors que notre pays vit essentiellement de l'exportation !
- Les accords bilatéraux négociés jusqu'ici l'ont été avec une Union qui comprenait quinze membres. Or, celle-ci en compte désormais vingt-sept (et peut-être une trentaine dans quelques années), de sorte qu'à l'avenir, il sera très difficile, voire quasi impossible, de trouver des solutions taillées sur mesure pour la Suisse. En raison de cet élargissement, qui n'est de loin pas achevé, tout retard apporté à la réactivation de la demande suisse d'adhésion ne pourra que porter préjudice aux intérêts de notre pays.
- Il est temps que la Suisse dépasse le stade des accords économiques, financiers et sécuritaires, pour reprendre aussi les normes sociales de l'Union européenne (durée du travail, congé parental, droits de participation des salarié-e-s, etc.). Certes, le « modèle social européen » subit aujourd'hui de multiples attaques. Mais ce n'est pas en restant à l'écart de l'Union que la gauche politique et syndicale suisse parviendra à défendre ce modèle et à le développer. En effet, ce n'est qu'à partir du moment où la Suisse sera pleinement intégrée dans l'Union européenne que le PS et les syndicats pourront véritablement collaborer avec la gauche politique et syndicale européenne. Or, sans une telle collaboration, intense et sérieuse, il devient de plus en plus difficile d'apporter des solutions aux problèmes des travailleuses et des travailleurs.
- Entre 1995 et 2004, la croissance par tête d'habitant a été trois fois plus forte au sein de l'Union européenne (+ 21%) qu'en Suisse (+ 8%). Du fait que

les accords bilatéraux I et II ne seront pas suffisants pour combler ce retard et que le niveau de vie moyen entre les Helvètes et les Européens s'est considérablement réduit, la Suisse a intérêt à adhérer rapidement à l'Union européenne pour profiter pleinement de la dynamique du grand marché intérieur. Depuis une quarantaine d'années, le rythme de croissance des pays de l'Union européenne est à peu près deux fois plus rapide que celui de la Suisse. A la fin des années cinquante, début soixante, le niveau de vie moyen était deux fois plus important en Suisse que dans les autres pays, c'est-à-dire que la moyenne du niveau de vie des Quinze. Aujourd'hui, cet écart n'est plus que de 20%. Certes, on ne peut affirmer que l'*Alleingang* suisse est la cause principale de la récession des années nonante, mais l'Autriche nous fournit un exemple où une forte croissance économique et un processus de réforme de la politique intérieure ont été liés à l'adhésion à l'Union européenne et à l'accès total au marché unique européen.

- Expert de la Banque nationale de son pays, Franz Nauschnigg a publié une étude dans laquelle il montre que l'Autriche a profité d'une croissance supérieure de 25,3% à la Suisse entre 1990 et 2004, « en partie en raison de son adhésion à l'Union européenne. Chaque Autrichien a de ce fait gagné plus de 700 euros supplémentaires par année. Relativement à la croissance de l'économie suisse, le chiffre grimpe même à 5000 euros par année » (22).
- La même remarque s'applique à la situation des consommatrices et des consommateurs helvétiques, lesquels continuent de payer leurs achats au prix fort en comparaison européenne. La Suisse est en moyenne 40% plus chère que l'Union européenne (50% pour l'alimentation et 90% pour les loyers).
- Plus aucun problème important ne peut se résoudre aujourd'hui sur le plan strictement national, qu'il relève de la politique sociale, du développement économique, de l'environnement, des transports, de la sécurité ou encore de la politique extérieure.
- La Suisse fait partie de l'Europe, géographiquement et économiquement, bien sûr, mais aussi d'un point de vue historique et culturel. La Suisse ne peut réellement participer au développement de l'Europe que si elle adhère à l'Union européenne.
- La Suisse ne peut être associée au destin de l'Europe que si elle a son mot à dire là où des décisions importantes, voire capitales pour l'avenir de l'Europe – et donc de la Suisse – sont prises. C'est-à-dire à Bruxelles, là où sont installées la Commission européenne et son administration, et à Strasbourg, siège du Parlement européen.

Il faut encore souligner que les accords bilatéraux I et II ne couvrent pas de très nombreux domaines pour lesquels des politiques ont été mises en place au niveau de l'Union européenne. Dans la plupart des cas, la Suisse ne pourra avoir accès et participer à ces politiques que dans le cadre d'une adhésion ; politique sociale ; politique industrielle ; politique agricole commune (PAC) ; Union économique et monétaire ; entraide administrative et judiciaire concernant les impôts sur les transactions sur titres ainsi que sur l'affectation du capital ; politique régionale et structurelle ; politique environnementale ; politique étrangère et de sécurité commune (PESC).

Tout cela ne doit évidemment pas nous empêcher de porter un regard critique sur certains développements en cours au sein de l'Union européenne, marqués par des choix d'orientation très néolibérale. Il faut en particulier souligner que la politique de la Banque centrale européenne (BCE) n'est guère favorable à la croissance, que les libéralisations et privatisations ont le vent en poupe au sein de l'UE, ou encore qu'il faudra se battre, avec l'ensemble des forces progressistes européennes, pour empêcher certaines dérives comme celle qu'incarnait la version initiale de la directive Bolkestein et ses risques de sous-enchère salariale. Mais ce n'est pas en restant à l'écart de l'Europe que nous parviendrons à réduire ces tendances, lesquelles sont d'ailleurs très présentes en Suisse aussi. Et le fait d'être favorable à l'adhésion n'enlève rien à la nécessité d'être plus exigeant en ce qui concerne l'application des mesures d'accompagnement social liées à la libre circulation des personnes.

Une intégration pleine et entière à l'Union européenne doit aller de pair avec un engagement soutenu de la Suisse sur le plan international, ce à quoi s'emploie d'ailleurs la conseillère fédérale socialiste Micheline Calmy-Rey : promotion des droits de l'homme ; règlement pacifique des conflits ; médiation et bons offices ; régulation sociale, économique et environnementale de la mondialisation ; participation à la lutte contre le réchauffement climatique.

La Suisse pourrait en outre faire un effort nettement plus substantiel en matière de développement. Alors qu'elle est l'un des pays les plus riches du monde, la Suisse n'affecte en effet que 0,4 % de son PIB à l'aide aux pays les plus pauvres de la planète, de sorte qu'elle est encore loin de l'objectif de 0,7 % fixé par les Nations Unies. Pourtant, plusieurs pays ont déjà atteint, voire dépassé cet objectif de 0,7 %, à savoir la Suède, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et le Danemark.

Pour s'ouvrir davantage à l'Europe et au monde, il faut aussi être capable de mieux intégrer tous les migrant-e-s qui vivent sur notre territoire. Or, sous la conduite de l'UDC, la majorité au pouvoir en Suisse marche à reculons, comme l'ont récemment montré les lois sur l'asile et sur les étrangers. Mais cette même majorité oublie deux choses essentielles :

- En Suisse, l'immigration date de plus d'un siècle. C'est une donnée fondamentale et structurelle de notre pays, et la courbe n'est pas près de s'inverser.
- Pour l'instant, seule l'immigration permet à la Suisse de ne pas trop vieillir, ce qui est essentiel pour le pays et la stabilité de ses assurances sociales.

Ces deux éléments sont des arguments supplémentaires pour mener une véritable politique d'intégration. Celle-ci n'implique pas le reniement de sa culture d'origine par les migrant-e-s, mais de leur donner la possibilité d'être à l'aise dans notre société : apprentissage de la langue du lieu ; éveil aux mœurs, aux coutumes et aux traditions helvétiques ; compréhension du fonctionnement des institutions et de l'administration ; droit à la formation et à l'emploi sans discrimination, naturalisation facilitée pour celles et ceux qui le souhaitent, possibilité de travailler pour les demandeurs/euses d'asile, etc.

A terme, une politique d'intégration fondée sur de telles mesures sera beaucoup plus payante que celle qui repose presque exclusivement sur le mépris, la discrimination, l'exclusion et la répression.

### 3.9 Et la sécurité ?

« Et la sécurité, cela ne vous intéresse pas, M. Rennwald ? ». Au contraire, j'ai toujours été d'avis que les violeurs, les trafiquant-e-s de drogue ou celles et ceux qui commettent des délits financiers devaient être poursuivis avec la plus grande sévérité. Toutefois, je suis convaincu que la sécurité du pays dépend avant tout de sa cohésion sociale (suppression des bas salaires, conditions de travail dignes de ce nom, fiscalité équitable, assurances sociales solides) et d'une insertion aussi harmonieuse que possible des migrant-e-s dans notre société, par la formation, l'apprentissage des langues et leur participation à la vie sociale et politique. Lorsque des réponses sérieuses auront été apportées à ces problèmes, la question de la sécurité sera réglée à 90 %, comme le montre l'exemple des pays nordiques.

Il est d'ailleurs intéressant de noter à ce propos que l'UDC a été le seul grand parti à s'opposer à deux projets qui avaient d'abord un caractère social, mais aussi une composante de maintien de l'ordre public, à savoir les mesures d'accompagnement liées à la libre circulation des personnes et la loi sur la lutte contre le travail au noir. Il est vrai que parmi celles et ceux qui occupent des travailleurs/euses clandestins, il y a aussi quelques artisan-e-s et agriculteurs/trices membres de l'UDC...

Cette priorité donnée à la sécurité sociale ne m'empêche évidemment pas d'être favorable, pour ne prendre que cet exemple, à une législation très restrictive sur les armes.

### 3.10 Renforcer la démocratie

Je n'ai jamais attaché une importance excessive à la forme de nos structures politiques, car ce n'est pas en changeant les institutions que l'on mettra en oeuvre des réformes sociales, économiques et environnementales. Quelques éléments méritent pourtant réflexion :

- A mes yeux, le Parlement de milice a fait son temps, il faut passer à une structure professionnelle, avec tous les problèmes qu'il conviendrait de résoudre : retraite, réinsertion professionnelle des parlementaires non réélus, etc. Car le système actuel favorise avant tout les dirigeant-e-s d'associations (patronales, syndicales, agricoles) et les conseillers/ères d'Etat à la retraite.
- Le Conseil fédéral ne doit plus être composé sur la seule base de l'arithmétique proportionnelle. Le gouvernement doit être élu sur un fondement politique, c'est-à-dire sur un contrat de gouvernement. Cela implique que les conseillers/ères fédéraux ne doivent plus être élus individuellement, mais sur des listes bloquées dont tous les candidat-e-s se sont mis d'accord sur un programme. En revanche, je ne suis guère favorable

à l'élection du Conseil fédéral par le peuple, car notre pays risquerait alors d'être en campagne permanente, comme en France où l'échéance de l'élection à la présidence de la République détermine (trop) largement la vie politique.

- A l'exception du Canton du Jura, qui pratique la proportionnelle, tous les cantons élisent leurs représentants au Conseil des Etats selon le système majoritaire. A notre sens, l'élection à la proportionnelle devrait être la règle dans tous les cantons, car elle favoriserait un équilibre politique plus équitable et peut-être une meilleure représentation des femmes.

- Les femmes précisément, ne représentent qu'un petit quart du Parlement fédéral. A l'époque, j'avais soutenu l'initiative des quotas, très contraignante en vue d'atteindre la parité. Vu son rejet massif, il sera difficile de relancer cette idée à court terme. D'autres pistes peuvent toutefois être examinées : listes femmes; listes comprenant le même nombre d'hommes et de femmes, de façon alternée ; femmes portées en tête de liste ; femmes cumulées ; pénalisation des partis qui ne mettent pas suffisamment de femmes sur leurs listes, etc. Mais tout cela suppose, au préalable, une meilleure intégration des femmes dans leurs partis respectifs, à tous les niveaux.

- En Suisse un salarié sur quatre est issu de la migration. Venus d'Europe ou d'ailleurs, tous ces travailleurs et toutes ces travailleuses contribuent de manière décisive à la richesse de notre pays et à la stabilité de nos assurances sociales, et paient des impôts comme tout le monde. Dans ces conditions, ils doivent pouvoir accéder, au bout d'un certain temps, à l'exercice des droits politiques (droit de vote et d'éligibilité). Plusieurs cantons, surtout romands, ont déjà fait des pas importants dans cette direction. Sachant par expérience que ce processus est difficile, il importe dans un premier temps d'étendre ces droits dans les communes et dans l'ensemble des cantons. Après quoi on pourra envisager d'en faire de même sur le plan fédéral. D'ailleurs, dans le Canton du Jura, les étrangers ont déjà le droit de participer à l'élection des conseillers aux Etats.

- Enfin, le renforcement de la démocratie politique doit être accompagné d'un développement de la démocratie économique et sociale, ce qui suppose un renforcement substantiel des droits de participation des salariés dans les entreprises, mais avant tout une meilleure protection des représentants du personnel, comme les délégués syndicaux et les membres des commissions du personnel.

## 4. Conclusion : Le courage de choisir

Je suis bien obligé d'être réaliste : dans le contexte politique actuel, il paraît difficile de mettre en oeuvre les réformes proposées ici, ne serait-ce qu'une partie d'entre elles. Pour cela, il faut tout d'abord que le PSS, en collaboration avec les autres forces de gauche (les Verts, POP, Solidarités, les syndicats et le monde associatif) redevienne plus offensif, qu'il reparte à la conquête du monde du travail avec des propositions concrètes, de nature à réconcilier la défense des couches populaires et celle des classes moyennes.

Mais cela suppose aussi qu'il n'est pas possible de jouer éternellement à cache-cache. S'il veut rester crédible et fort, répétons que le PSS n'a en fait que le choix entre deux possibilités. Soit il conclut un contrat de gouvernement avec les Verts et certains partis bourgeois (le PDC, voire les radicaux) et exige par conséquent l'éjection de l'UDC – à commencer par Christoph Blocher – du Conseil fédéral. Soit il ne parvient pas à convaincre les autres partis politiques et il entre dans une opposition ferme et résolue, avec tout ce que cela impliquerait en termes d'organisation et de mobilisation.

Comme le dit l'éminent politologue Pascal Sciarini : « Il y a désormais un parti de trop au Conseil fédéral. Il est temps de tenter l'expérience d'une concordance réduite à trois partis (UDC-radicaux-PDC ou PS-radicaux-PDC). » (23). Dans ce deuxième cas de figure, j'y ajouterais les Verts.

Ce choix, je n'en disconviens pas, est délicat, difficile et douloureux. Mais la politique est fondée sur des choix et le succès passe par le retour au goût du risque. Or, je suis persuadé qu'à moyen et à long terme, ce n'est qu'en formulant l'alternative de cette façon que nous parviendrons à bâtir une Suisse sociale, écologique et ouverte. Et si la gauche réessayait ? Et si elle se réveillait ?



## Notes

- 1) Conférence de presse du PSS du 24 octobre 2006.
- 2) L'Hebdo, 26 octobre 2006.
- 3) François Masnata, La volonté d'agir, Lausanne, Editions d'en bas, 1980, p. 6.
- 4) Line Rennwald, Le vote ouvrier pour les partis nationaux-populistes : le cas de l'UDC en Suisse, Genève, 2005, 15 p.
- 5) Le Nouvel Observateur, 31 août 2006.
- 6) Hans Ulrich Jost, A tire d'ailes, Lausanne, Antipode, 2005, pp. 263-282.
- 7) Serge Halimi, Quand la gauche essayait, Paris, arléa, 2000, 647 p.
- 8) Vasco Pedrina, Un retour en arrière pour l'avenir : après 15 ans d'expérience dans la construction syndicale, Conférence des secrétaires Unia, Berne, 18 et 19 octobre 2006, p. 6.
- 9) Ricardo Petrella, Le Bien commun, éloge de la solidarité, 1996, p. 157
- 10) Le Temps, 3 janvier 2007.
- 11) Le Monde, 6 janvier 2007.
- 12) Alternatives économiques, octobre 2006, p. 41.
- 13) La Liberté, 14 décembre 2006.
- 14) L'Événement syndical, 6 décembre 2006.
- 15) La Vie économique, novembre 2006.
- 16) Quand « la Boillat » était en grève, Editions de L'Événement syndical, 2005, p. 77.
- 17) Le Monde, 15 novembre 2005.
- 18) Work, 24 décembre 2005.
- 19) Cité dans Pages de Gauche, juillet-août 2004, p. 10.
- 20) Le Temps, 29 mai 2004.
- 21) Le Temps, 19 novembre 2004.
- 22) Le Temps, 26 janvier 2005.
- 23) Le Temps, 13 décembre 2004